N° 125 (229) 1er JUILLET 1953 — 30 FRANCS

Droit et Liberté

CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME, POUR LA PAIX

LA FRANCE UNANIME a réclamé justice pour Ethel et Julius ROSENBERG

Que notre union impose

LEUR RÉHABILITATION

ILS ÉTAIENT INNOCENTS

UNE date tragique, atroce vient d'entrer dans l'Histoire : le 19 juin 1953. Ethel et Julius Rosenberg, a qui par deux fois, Eisenhower a refusé la vie, Ethel et Julius ont été électrocutés. Le courant mortel de Sing-Sing a secoué l'univers convaincu qu'un horrible crime venait d'être commis. Crime qui ravit à deux petits garçons américains, la meilleure des mamans, le meilleur des papas. Crime qui ravit à chaque homme, à chaque femme, la plus tendre des sœurs, le plus admirable des frères. Crime qui met le deuil dans tous les cœurs. Crime qui tue à nouveau les morts d'Auschwitz. Crime qui piétine les débris des cadavres de Nagasaki. Crime qui laisse face à face le bourreau et Franco qui l'approuve. Crime après lequel, qui invoquera Dieu, la Justice, la Démocratie, la Paix, devra d'abord se justifier de n'y avoir en rien trempé.

Pourtant la vie d'Ethel et de Julius, l'univers entier l'avait défendue. Des foules innombrables s'étaient dressées qui avaient exigé « vie sauve » et d'autres avaient, pour la première fois rompu le silence pour implorer grâce. Il y eut les premiers — c'est l'honneur du M.R.A.P. — qui, devinrent le nombre. Et les derniers, poussés par le nombre. Les Américains lucides, et l'Angleterre austère, l'Italie impulsive et la France, toute la France. Les quatre mille de la Mutualité de décembre et les cent mille de la Nation de juin. Et les millions de gens, dans les quartiers et les rues, les villes et les villages, les entreprises et les écoles... Et la nuit du 19 juin où fut perpétré le forfait, bafouée la conscience universelle, déchiré à jamais le voile des illusions.

Il y a le lion britannique, le coq gaulois, l'aigle allemand. Il y a désormais le chien enragé, symbole de la République de Mac Carthy. Et à la Maison Blanche un homme qui fut de gloire et dont la main tremblera désormais en carressant une tête d'enfant, car la pensée de Michel et Robbie sera son remords.

... Et le souvenir impérissable d'Ethel et de Julius qui, de leur prison avaient écrit : « Nous avons peur pour vous aussi, si vous — qui êtes libres à l'heure qu'il est — ne nous libérez pas. »

Jamais nous ne pardonnerons. Jamais nous n'oublierons.

Charles PALANT.
Secrétaire Général du M.R.A.P.

Si nous mourons

VOUS apprendrez, mes fils, vous apprendrez
Pourquoi nous sommes descendus sous terre
Le livre à moitié lu, le chant interrompu
Et la besogne inachevée.

Ne pleurez plus, mes fils, ne pleurez plus,
Le monde entier saura le pourquoi du mensonge
Et de la calomnie, le monde entier saura
Nos pleurs et notre peine.

Joyeux et vert, mes fils, joyeux et vert
Sera le monde au-dessus de nos tombes.
La tuerie prendra fin, la terre fleurira
Dans la paix fraternelle.

Travaillez, construisez, mes fils, un monument
A l'amour, à la joie, à la valeur humaine
Et à la foi que nous avons gardée
Pour vous, mes fils pour vous.

Ethel ROSENBERG

Prison de Sing-Sing, 24 janvier 1953.

(Traduit de l'américain par Vladimir POZNER.)

Un appel du Comité Français pour la réhabilitation des Rosenberg

Après un examen approfondi de la situation créée au lendemain de l'exécution d'Ethel et de Julius Rosenberg et des tâches nouvelles qui lui incombent, le Comité Français de Défense des Rosenberg s'est rallié aux décisions suivantes :

1. — Le Comité Français de Défense des Rosenberg prend le nom de Comité Français pour la Réhabilitation des Rosenberg.

2. — Il s'adresse en particulier au Comité chrétien et à tous ceux qui ont pris diverses initiatives dans la campagne nationale pour sauver les Rosenberg, en vue de fusionner tous les efforts en un seul Comité National de Réhabilitation.

3. — Il lance un appel à tous les milieux, les invitant à soutenir ce Comité.

4. — Il décide l'édition d'une brochure détaillée relatant d'une part l'historique du procès des Rosenberg, d'autre part tous les faits et documents prouvant leur innocence et les raisons pour lesquelles la nouvelle campagne de réhabilitation doit débuter sans tarder.

5. — Le Comité décide de proposer aux journalistes, écrivains, artistes de s'inspirer de la mort héroïque des Rosenberg pour perpétuer leur martyre dans le souvenir des hommes.

6. — Il s'adresse à toutes les municipalités de France, et demande à chacune, de donner à une rue, le nom d'Ethel et Julius Rosenberg.

7. — Il décide l'organisation très prochaine d'une grande soirée commémorative.

8. — Il propose la constitution de Comités de Réhabilitation parmi les universitaires, les écrivains, les milieux scientifiques, etc., ainsi que la formatiton de comités locaux.

9. — Il décide de préparer un contre-procès national et international.

10. — Il décide le lancement d'un Fonds National pour soutenir la campagne de réhabilitation.

11. — Il éditera une affiche reproduisant le poème d'Ethel Rosenberg : « Si nous mourons ».

12. — Il demande à toutes les organisations et aux particuliers d'adresser des lettres de reconnaissance à Me Emmanuel BLOCH, le courageux défenseur des Rosenberg pour lui affirmer leur solidarité.

13. — Il s'informera sur le sort des enfants des Rosenberg et en tiendra au courant l'opinion française.

Michaël et Robbie ont été adoptés par tous les gens de cœur

La 5e Journée Nationale contre le racisme, l'antisémitisme et pour la Paix

Voir notre compte rendu en pages 5 et 6

La France unanime réclame justice

M. André MAUROIS
de l'Académie Française

La décision du juge Douglas avait rassuré les amis des Etats-Unis. On veut espérer qu'elle sera confirmée.

Quels auraient été les remords des juges français, si Dreyfus avait été exécuté et si son innocence n'avait été reconnue qu'après sa mort ?

M. le pasteur JAFFART

Les protestants comprennent mal l'attitude d'Eisenhower, lui aussi protestant. Ils le conjurent de gracier les Rosenberg !

Si le crime devait se commettre, nous n'oublierions jamais !

M. Georges DUHAMEL
de l'Académie Française

Le monde entier espère la grâce des Rosenberg. Ne désespérez pas le monde entier !

M. Louis MARTIN-CHAUFFIER
Ecrivain

Je ne sais pas si les Rosenberg sont communistes, mais je sais qu'ils sont innocents.

M. Raymond GUYOT
Député Communiste

Comme le traître Pucheu, envoyé de Hitler, s'était introduit dans la cellule de Gabriel Péri pour lui offrir la vie contre le reniement de son Parti et la trahison de la patrie, Eisenhower a proposé la vie sauve aux époux Rosenberg s'ils s'accusaient d'espionnage...

Si le crime est accompli, l'homme qui l'a décidé sera mis à jamais au ban de l'humanité et les peuples le désigneront à jamais d'un mot : ASSASSIN !

M. Julien CAIN
Membre de l'Institut

Dans le monde entier, des milliers d'hommes et de femmes sont unis dans une même pensée, dans le même espoir que le geste irréparable ne soit pas fait.

Me Henry TORRES
Sénateur de la Seine

Avec quelle émotion je vis ces heures anxieuses où se débat le sort de deux infortunés dont l'existence est devenue chère à tous ceux qui sont attachés à la cause de l'homme.

M. Benoît FRACHON
Secrétaire Général de la C.G.T.

[illegible] des poursuites injustes des manifestations grandioses où le peuple de Paris uni demande justice pour deux innocents menacés de la chaise électrique, j'ai voulu me joindre à vous ce soir, au moins en pensée.

Avec vous, avec le peuple de Paris au grand cœur, je crie : LA VIE ET LA JUSTICE POUR LES COURAGEUX ET MAGNIFIQUES EPOUX ROSENBERG.

M. Pierre PARAF
Ecrivain

Nous demandons, en une adjuration suprême que soient respectées sur la terre de Washington, de Lincoln et de Franklin Roosevelt, les lois supérieures de l'humanité.

M. Adrien LAVERGNE
Secrétaire Général de la Fédération de l'Education Nationale (autonome).

Une émotion profonde s'est emparée de tous les membres de l'enseignement, de l'opinion démocratique française, à l'annonce que les Rosenberg allaient être exécutés, alors que l'authenticité des témoignages sur lesquels est basée la condamnation a été contestée.

Nous nous permettons de demander à nouveau, au nom de 200.000 instituteurs, professeurs, administrateurs... la grâce des condamnés.

M. Pablo PICASSO

En demandant leur grâce et la révision de leur procès, nous demandons au président Eisenhower de sauver deux innocents de la mort et son pays d'une honte ineffaçable.

M. François MAURIAC
de l'Académie Française

Continuons inlassablemet à réclamer non pas pitié, mais JUSTICE.

M. le grand-rabbin Henri SCHILLI

N'est-il pas symbolique que ce Vélodrome d'Hiver qui vit, il y a onze ans d'horribles persécutions, retentisse aujourd'hui de vos cris ?

N'est-il pas scandaleux de voir condamner deux êtres sur la foi d'un unique témoignage et un témoignage des plus suspects ?...

Dieu est avec les persécutés. Il est avec les Rosenberg. Il est avec nous.

M. André DENIS
Député M.R.P.

« Tu ne tueras point » a dit le Dieu qu'invoque si volontiers M. Eisenhower. Le crime d'Etat froidement calculé n'est-il pas pire que le meurtre ? Comment qualifier l'exécution sans examen des faits nouveaux, sinon comme un crime d'Etat ? Ponce Pilate lui-même s'en tiendrait à la sentence de la Cour. J'ose espérer encore que le pouvoir de gracier ou de tuer tourmentera la conscience du chef de la nation américaine jusqu'à l'angoisse.

Me André BLUMEL
Avocat à la Cour

L'accusation n'a pas prouvé que les Rosenberg étaient coupables. Nous avons pour nous tout un arsenal d'arguments : le bon sens, la technicité, l'équité et aussi le courage.

« Il faut que la voix du peuple de France balaye le prétexte de la raison d'Etat barbare et inutile.

M. Henri BOURRET
Député M.R.P.

Nous sentons bien que c'est une partie du destin du monde qui se joue là-bas, à New-York.

Si les Rosenberg sont exécutés, ce seront deux martyrs de la paix.

Nous savons que le sang des martyrs est fécond.

M. Henri-Georges CLOUZOT
Cinéaste

Depuis trois jours, j'ai rencontré beaucoup d'artistes, de techniciens du cinéma. Pas un seul n'a refusé de joindre sa protestation à la nôtre. C'est en leur nom à tous que je supplie de toutes mes forces le président Eisenhower de gracier les Rosenberg.

M. Marc RUCART
Sénateur
Ancien Garde des Sceaux

Je dis que j'ai été trop ému dans mon enfance par le récit de l'affaire Dreyfus pour donner priorité de par le monde, aux meilleures raisons d'Etat sur une absence d'aveux et de preuves.

Mlle DELBREL
Catholique

Il faut qu'Eisenhower entende, sache tout ce que les femmes de la terre pensent de l'injustice commise.

Il faut que la magnifique phrase d'Ethel Rosenberg, écrite dans sa prison, triomphe : il faut travailler à la vie, il faut travailler pour vaincre la mort !

Le Dr MODIANO
Président du Conseil Représentatif des Israélites de France

Etranger à toute discipline politique, je réponds à l'appel de la conscience.

C'est au nom des Juifs de France que je me joins à vous pour un appel fervent à la clémence.

M. Léon JOUHAUX

Je me joins de tout mon être à tous ceux qui, amis sincères de la liberté, de la justice et de la nation américaine, demandent qu'une mesure de grâce intervienne pour que l'irréparable ne soit pas accompli.

Le 18 juin, à l'appel du Comité Français de Défense des Rosenberg, se déroulait au Vélodrome d'Hiver, un bouleversant meeting, qui rassembla des dizaines de milliers de Parisiens.

Dans la salle se trouvaient des hommes et des femmes de toutes opinions, unis pour la justice en cette soirée d'angoisse. Sous la présidence du professeur Bourguignon, avaient pris place à la tribune les personnalités les plus diverses.

Nous donnons ci-dessous des extraits des discours prononcés et des messages reçus à cette puissante manifestation.

M. Jean COCTEAU

Comme des millions d'êtres dans le monde, j'espère et je supplie que cette grave iniquité ne soit pas commise.

M. Henri RAYNAUD
Secrétaire de la C.G.T.

Une fois de plus, Paris donne au monde la preuve de son cœur généreux, en réclamant la vie sauve pour les Rosenberg.

Il ne faut pas que les Rosenberg soient assassinés.

L'Amérique ne doit pas donner au monde la preuve qu'un tel crime fasciste est encore possible

Un poème de Jacques PREVERT
A JULIUS ET ETHEL ROSENBERG

Dérisoire erreur judiciaire,
Officiellement préméditée,
Tout est faux dans ce procès,
Pas l'ombre d'un doute
Simplement la lumière de l'innocence,
La lumière simple des accusés
Tout est faux dans ce procès,
Seules les menaces de mort sont vraies,
Vrais aussi les cris du cœur
Entendus du monde entier.

M. Maurice DRUON
Ecrivain, Prix Goncourt

Si la sentence était exécutée, ce serait un crime inqualifiable.

Mais en face de cet aberrant procès, devant cette conspiration de la bêtise et de la peur, il se trouve que la nation française a répondu comme elle doit le faire chaque fois qu'un homme est atteint dans sa dignité.

Quoi qu'il arrive, la France dira merci aux Rosenberg ! Elle leur doit beaucoup !

M. Paul BONCOUR
Sénateur

J'ai suffisamment prouvé l'émotion que me cause l'affaire Rosenberg, en remettant hier, moi-même, à S.E. l'ambassadeur des Etats-Unis, tout un groupe de pétitions pour que vous croyiez à la sincérité de mes regrets de ne pouvoir assister à cette manifestation.

M. André BRETON
Poète

C'est de tout cœur que je me joins à ceux qui demandent la vie sauve pour les Roseberg.

Les syndicalistes et les dirigeants de la jeunesse emprisonnés à Fresnes.

De notre cellule de Fresnes, nous nous sommes efforcés de suivre le déroulement de ce drame, dans lequel se joue la vie d'Ethel et de Julius Rosenberg.

Sans doute avons-nous déjà vu et connu des injustices. Mais celle-ci est d'une exceptionnelle gravité, et la conscience de tout honnête homme ne peut que se révolter devant un tel crime, commis dans de telles conditions par des hommes d'Etat.

Il faut que les Rosenberg soient sauvés. Nous l'espérons encore. Ou malheur à ceux qui, par leur mépris affiché de l'opinion des peuples, se mettraient d'eux-mêmes au ban de l'humanité.

Alain LE LEAP, Lucien MOLINO, André STIL, Guy DUCOLONE, Louis BAILLOT, Paul LAURENT.

La presse du lendemain

Les relations et commentaires de la presse au lendemain de l'exécution des Rosenberg témoignent d'une objectivité qu'il convient de souligner, parce qu'elle fit défaut à certains journaux durant l'affaire.

La plupart des quotidiens mettent l'accent sur l'innocence des Rosenberg, bon nombre qualifient leur exécution de crime, les autres de faute :

« Combat » écrit : **Des pharisiens de la chaise électrique ont sans doute voulu montrer qu'ils étaient respectueux des convictions religieuses des suppliciés.**

Mais ils n'ont pas voulu montrer qu'ils haïssaient l'injustice.

Mais ils n'ont pas voulu montrer qu'ils aimaient assez leur pays pour éviter de le souiller.

« Le Monde » : **Le président Eisenhower a refusé la grâce. Il entendait ainsi sans doute affirmer sa conviction, sa force, sa volonté de ne pas se laisser émouvoir par les appels à la pitié. En réalité, il semble bien plutôt qu'il ait cédé devant la formidable pression d'une opinion surexcitée par la chasse aux sorcières dont les échos se sont faits entendre à la Chambre des représentants acclamant M. Wheeler lorsqu'il demanda que le juge Douglas fut traduit en Haute Cour.**

Seul journal à avoir consacré une édition spéciale à la mort des Rosenberg, « L'Humanité » écrit dans son éditorial : **Les assassins nazis étaient ce qu'ils étaient, des bêtes sauvages sans doute, mais au moins ne venaient-ils pas avec des prêches... Mais ceux-là parent leur crime de prétextes moraux. Ils se cachent pour tuer derrière la statue de la Liberté !...**

France-Soir titre : **La chaise électrique n'a pas mis fin au drame.** Et ce journal donne une place importante à la campagne de réhabilitation à peine amorcée par Me Emmanuel Bloch. Il souligne en outre l'opposition du juge Douglas au verdict de mort.

« Le Parisien Libéré » : **Tout homme digne de ce nom se sent, sans prendre garde aux frontières, atteint par ce qui fait partout injure à l'équité. (L'Amérique...) s'est écartée hier de sa voie traditionnelle.**

Le Figaro et **L'Aurore** publient de longs récits de l'exécution mais ne commentent pas.

« Franc-Tireur » : **La mort des Rosenberg bouleverse, elle est sans excuse... L'exécution des Rosenberg est un coup porté à l'Amérique.**

Signalons cependant l'ambiguïté du titre qu'utilise ce journal : **Les Rosenberg sont morts sans parler.** Titre qui laisserait entendre qu'ils avaient des « aveux » à faire. Il en est de même du **Populaire.**

Enfin il convient de souligner la lutte ardente qu'a menée le quotidien en langue yiddish **La Presse Nouvelle.** Nous en extrayons quelques lignes :

Quand Julius et Ethel furent attachés à la chaise électrique s'allumèrent à nouveau tous les fours crématoires, tous les autodafés de Hitler au lointain Moyen Age. Ensemble avec les deux innocents furent brûlés une nouvelle fois les millions d'innocents de tous les temps, de tous les peuples.

" Au moment de votre décision suprême "...

Lorsque fut connue la décision de la Cour Suprême d'annuler le sursis accordé aux Rosenberg, le télégramme suivant a été adressé par d'éminentes personnalités catholiques au président Eisenhower, qui seul pouvait encore empêcher le supplice des deux innocents :

Nous vous rappelons, au moment de votre décision suprême, que France entière a demandé grâce des époux Rosenberg, par la voix de l'Eglise catholique, cardinaux Feltin, Gerlier, Rocques, Saliège, Synode de l'Eglise réformée ; Rabbinat français ; par toutes centrales syndicales ; représentants de tous partis politiques, grands journaux de toutes opinions, membres de l'Université, grands écrivains, artistes, savants, juristes, fédérations de déportés, anciens combattants, Ligue des Droits de l'Homme, conseils municipaux, Ville de Paris et unanimité du peuple bouleversé.

François MAURIAC, Gabriel MARCEL, Pierre GOUTET, André HAAS.

Une vue du Vélodrome d'Hiver, le 18 juin

Me Bloch salue l'action du peuple français

Me Emmanuel Bloch, le courageux avocat d'Ethel et de Julius Rosenberg, qui lutta jusqu'au bout pour sauver le jeune couple innocent a déclaré :

Au nom de tous ceux qui luttèrent pour la vie des Rosenberg, et pour éviter la honte qui s'est abattue sur l'Amérique à la suite de leur exécution, nous voulons remercier, du fond de notre cœur, tous ceux qui nous encouragèrent par des manifestations de solidarité. Nous sommes particulièrement reconnaissants envers le peuple français, dont les traditions de liberté, d'égalité et de fraternité, sont en réalité également celles du peuple américain. A tous nos amis de France, nous envoyons l'expression de notre profonde gratitude.

Avant l'heure fatidique, Me Bloch téléphona à Sing-Sing et demanda le directeur de la prison.

Transmettez aux Rosenberg toute ma tendresse et mon admiration. Dites-leur qu'aujourd'hui j'ai honte d'être Américain ! déclara-t-il.

Le jour des obsèques, Me Bloch, prenant la parole, évoqua les hautes vertus des deux victimes :

Etres cultivés, affectueux, pleins de délicatesse et d'intelligence, capables de courage et d'héroïsme.

Le peuple doit savoir, dit Me Bloch, **que l'Amérique vit sous la botte d'un dictateur militaire déguisé en civil.**

Il faut résister au nazisme, s'écria-t-il, **car c'est le nazisme qui a tué les Rosenberg.**

L'Amérique des Rosenberg

L'AMERIQUE d'Ethel et de Julius Rosenberg, l'Amérique de Me Bloch, du juge Douglas et des milliers d'hommes et de femmes qui ont manifesté leur indignation avec courage, sauve l'honneur de ce pays devant l'opinion mondiale.

Au soir de l'exécution, plusieurs milliers de manifestants poursuivaient leur ronde autour de la Maison Blanche, portant des pancartes et réclamant justice. Ils étaient venus de New York, de Boston, de Philadelphie, de bien d'autres villes encore.

La nuit de l'exécution, cinq mille personnes s'étaient massées à New-York pour une veillée de prières. A l'heure de l'exécution, plusieurs femmes s'évanouirent et durent être emportées. La foule, dit un compte rendu d'agence, a poussé un long hurlement de douleur et de colère.

Devant le corps des deux martyrs, la foule silencieuse a défilé toute la nuit. Des représentants du Comité de Défense Rosenberg montaient la garde.

A Brooklyn, plus de dix mille personnes assistèrent aux funérailles.

Un pasteur protestant, le révérend Putridge, prononça la dernière oraison funèbre : Ils sont morts pour l'Humanité, la Vérité, la Justice. Leur force véritable, c'est qu'ils n'ont jamais voulu mettre quoi que ce soit, fût-ce la vie, au-dessus de ce qu'ils croyaient être la vérité.

Ceux qui hurlent à la mort

FRANCO

Franco, la créature de Hitler et de Mussolini, a, par l'intermédiaire de sa radio nationale, approuvé l'exécution des Rosenberg. Triste et solitaire hommage, dont le président des Etats-Unis n'a pas lieu d'être fier.

Et Radio-Madrid exploite ce meurtre dans le sens de l'antisémitisme hitlérien.

Voici son commentaire qui n'en nécessite aucun autre :

L'Espagnol moyen n'a pas été chatouillé par le courant de la chaise électrique qui a envoyé vers Abraham le couple d'espions juifs.

Et après avoir affirmé que les protestations soulevées par cette affaire *qui a fait couler une Volga et un Jourdain d'encre ont montré que les campagnes humanitaires ne sont déclenchées qu'au bénéfice des communistes et des Juifs,* la radio conclut : *l'Espagnol moyen pense que les Rosenberg étaient des espions et que n'étant pas complètement Américains, il est juste qu'ils aient été punis.*

La presse raciste

Le jour même de l'exécution des deux martyrs, **Rivarol** s'efforçait d'utiliser le crime commis au service de sa propagande antisémite.

L'affaire Rosenberg est une affaire essentiellement juive titrait l'ignoble feuille de la collaboration. Et d'insinuer non seulement que les Rosenberg étaient des espions, mais qu'ils l'étaient parce que juifs.

Et prétendant que, seul, le rabbin Abba Silver pouvait, en intervenant sauver les Rosenberg (alors qu'en réalité, cet éminent représentant du judaïsme américain est intervenu) **Rivarol** s'efforce de réhabiliter le président Eisenhower à l'heure où la France entière s'emploie déjà à la réhabilitation des deux victimes.

Une fois de plus, **Rivarol** se met au ban de la nation et c'est en évoquant le nom des traîtres châtiés à la Libération qu'il **s'interdit toute pitié pour les condamnés de New York.**

Il en est de même d'**Aspects de la France,** qui tout en reconnaissant le succès de la campagne de justice **dans certaines fractions de l'opinion,** s'attache lui aussi à disculper les bourreaux.

Le journal de Maurras ne gaspille pas les sentiments humanitaires pour défendre l'innocence, le courage et la grandeur. Il a trop à faire à défendre les coupables et les lâches : ceux qui, Hitler **regnante,** mirent les mains dans **la boue et dans le sang.**

L'ACTION DU M. R. A. P.

Il y aura deux ans au mois de novembre, *Droit et Liberté,* le premier en France, donnait l'éveil sur l'affaire Rosenberg.

L'an dernier, lors du gala annuel du MRAP, le secrétaire général de notre Mouvement, Charles Palant, insistait sur la nécessité d'agir en faveur des deux innocents.

Lorsque, la Cour Suprême ayant rejeté une première fois leur requête en révision, leur exécution fut fixée au 13 janvier, c'est le MRAP qui prit l'initiative de créer un Comité Français de Défense des Rosenberg. Il en fut toujours, depuis, l'animateur.

Le siège du MRAP, au 10, rue de Châteaudun, devint le centre de la campagne engagée pour la justice. Là se rassemblèrent, en un élan bouleversant, les bonnes volontés, venues de partout. De là partirent en masse affiches, tracts, listes de pétition et de souscription. Au cours de la dramatique semaine qui précéda l'électrocution d'Ethel et de Julius, les défenseurs des Rosenberg y apportèrent des dizaines de milliers de signatures et vinrent nombreux, rendre compte de leurs réalisatitons et de leurs projets.

Tous les cadres du MRAP, tous ses membres et tous ses comités furent mis à la disposition du Comité de Défense. Ils réalisèrent l'organisation matérielle des meetings de la Mutualité, le 13 décembre et le 4 juin, du rassemblement de la Nation, le 17 juin et du meeting du Vélodrome d'Hiver, le 18.

Au cours des six derniers mois, nos sections de Paris et de province prirent, elles aussi, l'initative de créer des Comités de Défense locaux, organisèrent des centaines de meetings et recueillirent des milliers de signatures.

Lorsque le Comité Français de Défense décida de siéger jour et nuit, les membres du Bureau National participèrent activement à cette veille et on les vit partout où l'on défendait les Rosenberg.

Au cours de ces mois d'ardentes luttes, s'est renforcée l'affection du peuple français pour le MRAP, qui s'est mis tout entier au service d'une cause particulièrement chère à tous les honnêtes gens.

Le crime commis, le MRAP se doit, aujourd'hui, de poursuivre la lutte avec une ardeur décuplée, avec la volonté de rassembler toujours plus de Français et de Françaises dans une action toujours plus puissante, afin que triomphent la vérité et la justice.

Des Français renvoient décorations et diplômes au président Eisenhower

Plusieurs français décorés ou cités par le Président des Etats-Unis, ont renvoyé leurs décorations et leurs citations quand ils ont appris l'exécution des Rosenberg.

M. Paul MAURY, chevalier de la Légion d'Honneur, Médaille Militaire, Croix de Guerre 1914-18, 1939-45, Médaille de la Résistance, King Cross of Courage, ancien déporté de Buchenwald, a expliqué son geste en ces termes, dans une lettre au président Eisenhower : « *Après votre geste d'hier, monsieur le président Eisenhower, après le calvaire d'Ethel et Julius Rosenberg et leur mort atroce dont vous porterez à jamais l'écrasante responsabilité, nous ne pouvons plus vous conserver notre estime* ».

Me Paul VILLARD, avocat à la Cour, secrétaire du Comité Français pour la Réhabilitation des Rosenberg a également renvoyé à l'ambassade des Etats-Unis les décorations américaines qui lui avaient été attribuées en 1944-45.

M. l'abbé DROESCH avait reçu une citation américaine signée par le général Eisenhower lui-même, pour avoir sauvé la vie pendant la guerre à des soldats américains. Après l'exécution des Rosenberg, il est allé la rendre à l'ambassade des Etats-Unis.

Quant au Dr LEWIS, directeur technique du Centre de transfusion sanguine, il a renvoyé au gouvernement des Etats-Unis son diplôme de professeur *Honoris causa* de l'Université de Harvard.

J.-P. SARTRE : *L'affaire Rosenberg est notre affaire...*

Les Rosenberg sont morts et la vie continue. C'est ce que vous vouliez, n'est-ce pas ? Hier encore, nous étions leurs camarades, et vous les avez tués au plus vite pour faire de nous leurs survivants. Vous comptez sur le temps pour nous rendre chaque jour un peu plus oublieux, un peu plus coupables envers eux, pour vous rendre un peu moins cruels.

Vous nous avez déjà fait le coup avec Sacco et Vanzetti et il a réussi.

Cette fois-ci, il ne réussira pas...

...C'est un lynchage légal qui couvre de sang tout un peuple et qui dénonce une fois pour toutes et avec éclat la faillite du pacte atlantique et votre incapacité d'assumer le leadership **du monde occidental. Votre erreur, je vais vous le dire : vous avez cru que l'assassinat des Rosenberg était un règlement de comptes privé. Cent mille voix vous répétaient : « Ils sont innocents. » Et vous répondiez, stupidement : « Nous punissons deux de nos citoyens selon notre loi. Ce n'est pas votre affaire. »**

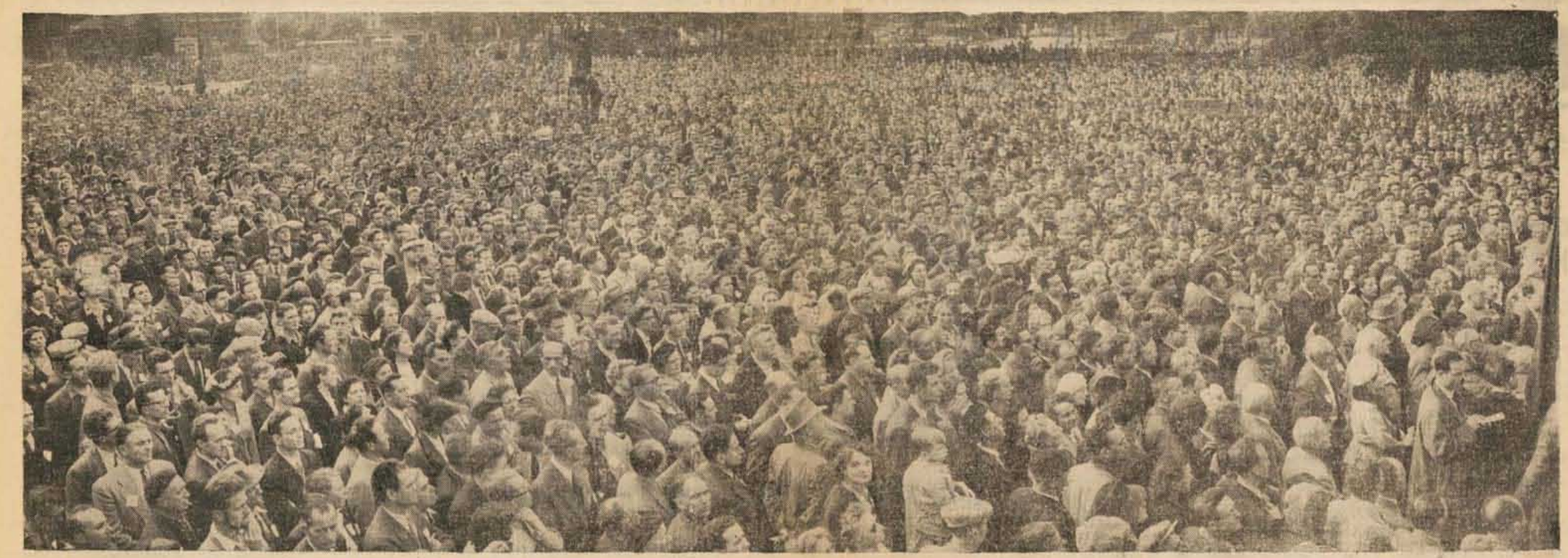
Eh bien ! justement, l'affaire Rosenberg est notre affaire : des innocents qu'on fait mourir, c'est l'affaire du monde entier. Le porte-parole du Vatican lui-même vous répétait jeudi que « la civilisation se trouve devant un choix d'où dépend son acquittement ou sa condamnation ». On vous le criait de partout : « Attention ! Vous vous jugez vous-mêmes en les jugeant ; il s'agit de décider si vous êtes des hommes ou des bêtes. »

Hier, c'est l'Europe tout entière, d'un seul mouvement, avec ses masses, ses prêtres, ses ministres et ses chefs d'Etat, qui a demandé à votre président de faire le geste le plus humain, le plus simple.

On ne réclamait ni vos dollars ni vos armes, ni vos soldats, non : mais deux vies ; deux vies d'innocents.

Ne vous étonnez pas si nous crions, d'un bout à l'autre de l'Europe : Attention l'Amérique a la rage. Tranchons tous les liens qui nous rattachent à elle, sinon nous serons à notre tour mordus et enragés.

(Libération, 22 juin 1953).



Une vue de l'immense foule qui, rassemblée place de la Nation le 17 juin, réclama la vie sauve pour les Rosenberg

A l'appel du Comité de Défense

Six mois d'ardentes luttes

Dès sa constitution, le Comité Français de Défense des Rosenberg a rencontré dans le pays un écho puissant qu'il a su développer encore dans des actions toujours plus puissantes.

Ce fut d'abord l'édition d'une carte postale à l'adresse de M. Truman, puis de M. Eisenhower dont le tirage atteignit rapidement 100.000 exemplaires. Puis le meeting du 13 décembre 1952 à la Mutualité et la journée de délégations à l'ambassade américaine le 12 janvier 1953 furent les dates marquantes d'une action qui se développait aussi en province.

Le 4 juin, nouveau meeting qui débordait l'enceinte de la Mutualité. Le 17 juin, le Comité lance un appel au rassemblement de la population parisienne place de la Nation, dans lequel il souligne :

Au cours de ce rassemblement que les pouvoirs publics ont autorisé en raison même de l'ampleur inégalée de la protestation jaillie de tous les milieux, Paris clamera sa volonté unanime de voir triompher la justice... Ce soir, à la Nation, battra le cœur ardent et généreux du peuple de Paris.

Paris était là, dans cette grandiose manifestation, témoignage d'union et de force, et exprima son accord à l'envoi du télégramme suivant au président Eisenhower :

M. le Président Eisenhower,

La vie d'Ethel et de Julius Rosenberg est désormais entre vos mains.

En cette heure de choix où le monde entier a les yeux tournés vers vous, le peuple de Paris, uni comme il ne l'a jamais été depuis la Libération, vous conjure de ne pas faire un geste irréparable.

Pour l'honneur des Etats-Unis, pour l'honneur de l'humanité, graciez Ethel et Julius Rosenberg.

Le lendemain, 18 juin : date fixée pour l'exécution. Dans le bref délai, le Comité de Défense réussit à mettre sur pied le bouleversant meeting du Vel'd'Hiv. Dans une atmosphère d'angoisse qu'entretenaient les nouvelles des délibérations de la Cour Suprême, la soirée montra une fois de plus l'unanimité de Paris par delà les diversités de confessions ou d'appartenance politique.

L'émotion étreignit l'immense foule lorsque fut lu le télégramme de Brainin, président du Comité Américain de Défense des Rosenberg :

L'Attorney général exige exécution cette nuit, à 11 heures, malgré décision Douglas. Grande crainte exécution aura lieu. La Cour Suprême pourrait être précipitée vers l'approbation. Appels pressants à la clémence du président Eisenhower sont nécessaires. Prière passer ces nouvelles à tous pays et à tous Comités.

L'appel à Eisenhower est télégraphié dès l'issue du meeting :

M. le Président Eisenhower,

Nous vous en conjurons ! Ne commettez pas l'irréparable ! Ecoutez le cri unanime de la France angoissée : graciez Ethel et Julius Rosenberg.

Et ce sont les interminables heures de la nuit durant lesquelles le Comité Français assure une permanence. Nombre de gens qui ne peuvent dormir eux non plus, viendront aux nouvelles ou téléphoneront. On apprendra enfin que 24 heures ont été gagnées...

Et puis, la terrible nouvelle. Mais la stupeur et l'abattement n'ont pas duré.

Et la foule qui dès samedi fleurissait les monuments aux Tuileries et en maints autres endroits participait déjà à la nécessaire campagne de réhabilitation.

Il faut amplifier ce mouvement, nous le devons aux Rosenberg, à leur mémoire, à leur exemple. Le peuple de France sera encore à l'avant-garde de la lutte pour la réhabilitation.

Dans le monde

Il était 1 heure six minutes. A Paris, à Londres, à Bruxelles, à Amsterdam, à Rome, deux fois la nuit s'abattait sur nous.

A Rio de Janeiro, le soleil brillait; à Sydney, c'est en plein midi qu'éclataient la colère, l'indignation, la douleur des braves gens.

Et chacun disait en sa langue maternelle, au passant, au voisin qui le croisait, devenu son frère par la douleur : *Ils ont tué Ethel et Julius. Est-ce possible ?*

A Londres

Dès qu'a été connu le refus d'Eisenhower d'accorder la grâce des Rosenberg, des milliers de Londoniens se sont assemblés près de Hyde Park pour manifester leur indignation et exprimer leur solidatité et leur affection, jusqu'au bout, à Ethel et Julius Rosenberg.

A Sidney

Plusieurs milliers de manifestants se sont dirigés vers l'ambassade américaine pour protester contre l'exécution des Rosenberg. La police australienne a chargé les manifestants.

A Rome

Samedi soir, vers 20 heures, le peuple de Rome a puissamment manifesté devant l'ambassade américaine de Mme Luce. La police, comme à Paris, est intervenue brutalement contre la foule où se trouvaient de nombreuses femmes. On annonce officiellement plus de 300 arrestations et des blessés.

Les travailleurs de la capitale ont observé des arrêts de travail dans les principaux établissements industriels de la ville. L'arrêt fut général dans les services publics.

A Oran

De nombreux débrayages ont eu lieu à Oran, à la nouvelle de l'assassinat des Rosenberg, notamment chez les dockers et les traminots (la quasi-totalité des autobus a été parquée devant l'Hôtel de Ville).

A Alger

Les dockers d'Alger ont fait grève samedi matin durant un quart d'heure et ont observé une minute de silence pour honorer la mémoire d'Ethel et Julius Rosenberg.

A Budapest

A Budapest, où était réuni le Consell Mondial de la Paix, un délégué belge, M. Dassesse, vint annoncer la mort de Julius et d'Ethel Rosenberg. Toute l'assemblée s'est levée en proie à une émotion poignante.

En U. R. S. S.

Ilya Ehrenbourg, dans la *Pravda*, écrit :

« Les Rosenberg ont péri parce qu'ils voulaient la paix, comme la veulent des centaines de millions de gens honnêtes. Ils ont péri parce que le parti de la guerre a besoin de victimes, parce qu'après le premier accord survenu en Corée, tous les peuples ont repris courage, parce que de l'autre côté de l'océan, se trouvent des hommes qui espèrent toujours tromper leur peuple, intimider l'humanité, déclencher une guerre.

« Non, cela ne se fera pas. Le sang des deux innocents unira encore plus étroitement tous les hommes qui désirent la paix. »

Unis par millions pour sauver deux vies

DANS une lettre à son fils, Julius Rosenberg, parle de la réalité de la fraternité des hommes. En France l'indignation contre l'injuste sentence a soulevé toutes les couches de la population. Pendant des jours et des jours des milliers d'hommes et de femmes ont lutté de tout leur cœur pour arracher les deux jeunes américains à la chaise électrique.

Ceux qui étaient séparés par leurs opinions politiques ou religieuses, ceux qui se regardaient avec colère, ceux qui ne se parlaient plus, se sont retrouvés coude à coude pour la défense d'une cause juste et humaine.

Les travailleurs ont posé leurs outils, les curés et les évêques ont parlé du haut de leurs chaires, les intellectuels, les artistes, par la parole et par la plume, des députés de tous les partis, les simples gens de notre pays, ont agi dans un même mouvement, avec une pensée commune. Nous ne pouvons donner le bilan complet de tout ce qui a été fait, nous ne pouvons donner tous les noms de ceux qui, par avance, ont condamné le geste d'Eisenhower. Ce qui suit n'est qu'un bref aperçu.

Dans l'enseignement

On ne peut citer en particulier tous ceux qui, pour l'honneur de l'Enseignement, ont élevé leurs voix en faveur des Rosenberg. Citons notamment :

La Ligue française de l'Enseignement au nom de ses trois cents fédérations départementales et de ses deux millions d'adhérents.

La majorité du Centre National de la Recherche Scientique.

Des dizaines de professeurs de tous les lycées et collèges de France.

Des professeurs de divers ordres d'enseignement supérieur, secondaire, technique.

Les plus éminents professeurs de toutes les facultés, tels que les professeurs Debré, Jankelevitch, Lévy-Bruhl, Vernet, Rivet, Goguel, Chapouthier, Bourguignon, Fénelon, Presse, Héritier, Cardonin, Audiberi, Kahane, Lamy, Bernard, Mary, Sarrailh, etc.

Les étudiants

Aux enseignants nous pouvons joindre les milliers d'étudiants qui soit en leur nom personnel, comme les 1.500 qui se retrouvèrent à la Nation, soit derrière les représentants de leurs associations, ont pris position en faveur des Rosenberg.

Les ouvriers

Dès le début de la campagne, la CGT a apporté sa totale approbation aux décisions du Comité de Défense des Rosenberg. En particulier, elle a demandé à ses adhérents d'apporter leur soutien à la Journée Nationale du 17 juin, en organisant des manifestations diverses, des débrayages, des pétitions, des délégations.

La CGT-FO, la CFTC ont envoyé des télégrammes à l'ambassade des Etats-Unis.

Dans les usines, dans les entreprises, c'est dans l'unité la plus totale que les travailleurs ont mené l'action pour sauver les Rosenberg.

Des écrivains de toutes les disciplines :

Pierre Seghers, François Mauriac, Aragon, Maurice Druon, Claude Aveline, Jean Cocteau, André Billy, Francis Carco, Pierre Mac Orlan, André Maurois, Georges Duhamel, etc., ont demandé la grâce des deux innocents.

Des personnalités ecclésiastiques

Les cardinaux Feltin, Saliège, Roque, le primat des Gaules Mgr Gerlier, les évêques de Saint-Brieuc, de Bordeaux, d'Orléans, de Boulogne, l'archevêque de Marseille, ont fait entendre la voix du clergé catholique ainsi que les dizaines de curés qui ont prêché pour sauver les Rosenberg et autorisé la circulation des pétitions dans les églises.

Le Synode de l'Eglise réformée, le Rabbinat français ont également apporté leur influence.

Juristes, avocats

Mᵉ Henri Torrès, Mᵉ de Moro-Giafferi et des centaines d'avocats ont participé à la campagne en faveur des époux innocents.

De nombreux juristes ont déclaré que la procédure étant entachée de nullité, que la révision du procès s'imposait.

LEHMANN, administrateur général de la réunion des Théâtres Lyriques Nationaux.

Les femmes

Les femmes ont répondu unanimement à l'appel lancé par l'Union des Femmes Françaises. On les a vues en délégations à l'ambassade, faisant circuler des pétitions dans les entreprises, sur les marchés, bouleversées par l'inique sentence.

Dans tous les partis

Le Parti Communiste Français, dès le début de la campagne, a demandé à tous ses adhérents d'entreprendre et de soutenir les actions les plus diverses pour obtenir que justice soit rendue.

Le parti socialiste SFIO a fait une démarche à l'ambassade des Etats-Unis.

Des centaines de conseils municipaux ont voté à l'unanimité, des communistes au RPF, des vœux en faveur des Rosenberg.

Des députés de tous les groupes ainsi que M. Herriot, président de l'Assemblée Nationale, ont envoyé des télégrammes aux Etats-Unis.

Dans les quartiers, dans les usines, c'est dans l'union la plus large que communistes, socialistes, membres des différentes centrales syndicales ont lutté pour les Rosenberg.

Ce bilan incomplet ne donne qu'une faible idée de ce que fut l'action de tout un peuple. Il montre pourtant l'unanimité réalisée pour détendre la justice. Depuis la Libération, on n'avait jamais vu tant de femmes et d'hommes, d'opinions diverses, lutter pour une même cause.

C'est bien la France entière qui s'est levée.

Une manifestation comme beaucoup d'autres

LA NUIT DRAMATIQUE DU 19 JUIN

PARIS APPREND L'ATROCE NOUVELLE

DU 19 au 20 juin, Paris a vécu une nuit dramatique.

C'est vers 19 h. 30 qu'ont été connus presque simultanément, le refus de la Cour Suprême de surseoir à l'exécution des époux Rosenberg et le refus de la grâce présidentielle.

Aussitôt, dans un sursaut pathétique, Paris tout entier se levait pour exiger, jusqu'à la dernière seconde, la vie sauve pour les innocents.

Inoubliable nuit de juin. Partout dans les quartiers de la capitale, les gens sont devant les postes de radio, anxieux et espérant, malgré tout, que la protestation universelle empêchera le crime. Bientôt, n'en pouvant plus d'attendre impuissant et passif, on descend dans la rue. Des groupes se forment sur les trottoirs.

Non, l'iniquité ne doit pas être commise ! Que faire encore pour l'empêcher ? On regarde les montres. Trois heures restent à Ethel et Julius. Des tracts apparaissent. Le Comité de Défense lance un ultime appel :

La Cour Suprême a annulé le sursis accordé aux Rosenberg par le juge Douglas. Le président Eisenhower a rejeté leur recours en grâce.

L'exécution d'Ethel et Julius Rosenberg peut donc intervenir d'une heure à l'autre.

PARISIENS, PARISIENNES !

Il n'y a pas une minute à perdre. Que partout s'exprime votre volonté d'empêcher l'irréparable !

DE JOUR ET DE NUIT, MULTIPLIEZ LES DELEGATIONS AUPRES DE L'AMBASSADE DES ETATS-UNIS !

Que la France crie son horreur devant le crime qui va être commis !

En quelques instants, comme un afflux de sang, les tracts se répandent dans Paris jusque dans ses derniers recoins. Des milliers de diffuseurs sont là qui les arrachent pour les porter dans toutes les rues, dans tous les passages, dans toutes les cours, pour les coller sur tous les murs.

Ils les distribuent dans les cafés et, à l'heure de l'entr'acte, dans les cinémas de quartier, que quittent aussitôt de nombreux spectateurs.

Et un cri retentit et s'enfle : A l'ambassade ! A l'ambassade pour élever une ultime protestation ! A l'ambassade où l'on rencontre encore des délégations qui ne savent pas le refus du sursis et de la grâce.

Et de tous les quartiers, des groupes convergent vers la place de la Concorde. Et là s'offre ce spectacle : la police qui brandit les matraques pour étouffer le cri de Paris.

Des centaines de manifestants sont arrêtés. Les autorités veulent empêcher à tout prix que les délégations parviennent à l'ambassade. Les matraques pleuvent sur les épaules et sur les têtes, un coup de feu déchire la nuit, rue Royale, et blesse gravement le jeune Victor Cocchi.

C'est en manifestant et en luttant que Paris apprend l'exécution d'Ethel et de Julius Rosenberg, morts pour sauver l'honneur du peuple américain.

Mais les délégations et les manifestations continuent. Toute la nuit et la matinée du samedi le peuple de Paris, hanté par l'horrible vision des électrocutés, exprime son deuil et sa colère.

De nouveau, le Comité de Défense a lancé un appel :

La France en deuil.

Le peuple de France, épris de justice, de liberté et de paix, le cœur saignant de douleur et de colère, est en deuil: Ethel et Julius Rosenberg ont été électrocutés.

Gloire éternelle aux deux martyrs !

Honte et malédiction sur le nom de leurs bourreaux !

Paris qui se dressa unanime pour sauver ces deux vies, honorera leur impérissable mémoire.

Parisiens, Parisiennes,

Dans le calme et le recueillement, venez en masse fleurir les effigies d'Ethel et de Julius aujourd'hui, samedi, de 15 à 24 heures, le long des Tuileries (côté Concorde).

LE COMITE DE DEFENSE DES ROSENBRG.

Des monceaux de fleurs se sont amassés devant les plaques des fusillés de la Concorde. De tous les milieux, de tous les quartiers, des personnalités et d'humbles gens apportent des couronnes, des gerbes, de petits bouquets. Les autorités s'énervent. On arrête les porteurs de fleurs et on arrête aussi les fleurs que l'on jette dans un fourgon amené en toute hâte.

C'est alors partout que le deuil se répand. Des cortèges se forment. Manifestation dans le faubourg du Temple, qui a déjà vu tant de luttes. Partout s'élèvent des chapelles ardentes, des panneaux, des portraits pieusement fleuris.

Dans les usines, les ouvriers interrompent le travail pour honorer la mémoire des deux martyrs.

Paris, la France sont en deuil. Mais la lutte n'est pas terminée. Les Rosenberg ont payé de leur vie le droit de rester d'honnêtes et courageux citoyens. Leur geste héroïque ne sera jamais oublié, jamais oublié non plus ne sera le crime de leurs bourreaux. La campagne pour Ethel et Julius Rosenberg continue. Jusqu'à leur complète réhabilitation. Jusqu'à la victoire de leur idéal. Et la France demeure « leur premier témoin ».

Jean DESCADAYS.

Rue Royale, au soir de l'exécution

M. Vincent Auriol, premier magistrat de la République a pris l'initiative d'intervenir par le truchement de Mᵉ Bidault et de l'ambassade américaine.

Le Conseil Représentatif des Israélites de France.

Le C.R.I.F., qui a demandé également la grâce des Rosenberg, est composé des organisations suivantes : Alliance Israélite Universelle, Anciens Internés et Déportés, Artisans Façonniers, Bund, Centre de Documentation, Consistoire Central, Cultuelle Séparade, Fédération des Anciens Combattants, Fédération Sioniste de France, Fédération des Sociétés Juives, Hachomer Hatzaïr, Mizrahi, Poalé Sion Hitachdout, Poalé Sion de Gauche, Sionistes Généraux, Sionistes Progressistes, Union des Etudiants Juifs, Union Libérale, Union des Juifs pour la Résistance et l'Entr'aide, Union Israélite Séparade, Union des Sociétés Juives.

Les artistes

Louis Daquin, Jacques Prevert, Joseph Kosma, Delannoy, Françoise Rosay, Pierre Fresnay, etc., là encore nous ne pouvons les citer tous, mais nous sommes fiers de ce que la majorité des artistes français, les plus grands noms des arts, se soient retrouvés dans ce noble combat.

Le personnel du Théâtre National de l'Opéra a envoyé au président Eisenhower un appel en faveur des Rosenberg, signé par les représentants des artistes musiciens, des artistes du chant, des artistes des chœurs, des artistes de la danse, des régisseurs, du personnel administratif, du personnel de l'habillement, des machinistes, des électriciens, des artistes peintres-décorateurs.

Ont tenu à s'associer à ce message, entre autres, MM. Serge LIFAR, Max BOZZONI, KALIOJNY, Roger RITZ, ANDREANI, Robert BLOT, MEDUSE, MOULENE, ROUQUETTY, BENEDETTI, LEJEUNE, ainsi que M. Maurice

LES PORTRAITS D'ETHEL ET JULIUS

Afin de perpétuer la mémoire des deux héros et martyrs Julius et Ethel Rosenberg, le Comité français de réhabilitation des Rosenberg vient d'éditer leur portrait :

Grande dimension, 50×65, au prix de 100 francs.

Dimension moyenne, 32×44 au prix de 50 fr.

Ristourne de 10 % à partir de 10 portraits et de 25 % à partir de 100 portraits.

Adressez vos commandes au Comité français de réhabilitation des Rosenberg, 10, rue de Châteaudun, Paris.

Téléphone TRU 00-87.

IMPOSONS LEUR REHABILITATION !

A quelques heures de leur supplice

LES ROSENBERG démontrent LEUR INNOCENCE

Les Rosenberg étaient innocents.

Il suffit pour s'en convaincre de lire leur dernier recours en grâce, où se trouvent admirablement résumés les faits qui prouvent l'injustice de leur condamnation.

Le président Eisenhower, quelques minutes après avoir été saisi de ce recours, l'a brutalement rejeté. A-t-il même pris le temps de le lire ? Tout porte à croire qu'il n'en avait pas besoin, sachant fort bien à quoi s'en tenir sur cette affaire montée de toutes pièces par les services du gouvernement et de la police, dans le cadre de la guerre froide et au service de celle-ci.

Le président Eisenhower, tout comme le juge Kaufman ne pouvait pas ignorer qu'il envoyait à la mort un homme et une femme innocents.

Que l'on compare à la hâte des bourreaux et aux vagues déclarations tendant à justifier l'exécution, la sereine précision du recours en grâce, dont voici de larges extraits :

NOUS, Julius Rosenberg et Ethel Rosenberg, mari et femme, sommes actuellement incarcérés dans la Maison de la Mort de la Prison de Sing-Sing, en attendant l'électrocution le 18 juin, quatorzième anniversaire de notre mariage. Nous adressons ce recours à vous afin que vous exerciez votre pouvoir suprême en prévenant « un crime pire que le meurtre » : notre mort injuste.

Nous proclamons notre innocence

Une fois déjà, nous nous sommes adressés à vous.

Nous avions dit la vérité : nous sommes innocents.

La vérité ne change point.

Une fois de plus, nous proclamons solennellement notre innocence.

Si nous mourons, c'est l'Amérique qui sera déclarée coupable dans cette affaire. Si nous mourons, la honte de notre mort déshonorera la génération présente et imprégnera l'histoire jusqu'au moment où les Américains de l'avenir se saisiront de notre héritage de vérité, de justice et d'égalité devant la loi. Notre affaire a créé de nouveaux précédents juridiques dans ce pays, des précédents malfaisants, injustes, inhumains, et qui n'accordent même pas, à la vie humaine, la protection dont jouit le droit de propriété.

La plus haute instance judiciaire des Etats-Unis : la Cour Suprême, siégeant dans ses salles revêtues de marbre blanc, vient de nous refuser un sursis d'exécution et devant la mort si proche, nous a fermé ses portes en repoussant l'examen de questions cruciales qui vont jusqu'au cœur des condamnations et verdicts qui nous frappent. Et pourtant, fait sans précédent dans les annales de nos tribunaux, quatre juges — quatre parmi les membres les plus distingués de cette Cour — se sont prononcés pour nous accorder la vie, au moins le temps nécessaire pour nous permettre de nous justifier devant eux : ainsi cette possibilité que nous nous sommes battus pour obtenir, nous est à présent refusée.

Nous refusons ce marché inique

Au lieu de cela, nos accusateurs nous torturent en nous offrant, face à la mort, la vie au prix d'une confession de culpabilité. Peu de temps avant la date d'exécution — comme s'ils voulaient jouer jusqu'au bout sur la peur de la mort et l'amour de la vie — leur haut négociateur est venu nous apporter cette offre impure. Nous nous refusons à ce marché inique, et cela peut-être au moment où nous vivons les quelques derniers jours de notre jeune vie. Nous ne saurions salir nos noms en portant de faux témoignages afin de nous sauver. Monsieur le Président, ne déshonorez pas l'Amérique en posant, comme condition à notre droit de survivre, l'admission par nous d'un crime que nous n'avons pas commis.

L'attitude « totalement répréhensible » de l'accusation

Vous pouvez ne pas nous croire, mais la honte de notre condamnation a déjà profondément pénétré dans la conscience d'hommes raisonnables. Les juges Black et Douglas (et, sans doute, Frankfurter, lui aussi membre de la Cour Suprême des Etats-Unis) ont fait savoir qu'ils n'étaient pas disposés à laisser l'histoire se pencher sur la justesse des condamnations à mort, obtenues par une accusation dont la conduite, comme l'a déclaré la Cour d'appel, ne pouvait « être trop sévèrement jugée » et qui était « totalement répréhensible » et empreinte à un tel point de préjugés à notre égard qu' « une révision du procès aurait dû être accordée ».

La sténographie du procès accuse...

Vous pouvez ne pas nous croire parce que les minutes de notre procès contiennent un verdict de culpabilité. Et pourtant c'est sur la foi de ce document même que nous avons défendu notre innocence.

Ce document qui, selon le gouvernement, contient toute la puissance de sa thèse, nous l'avons fait imprimer intégralement, à dizaines de milliers d'exemplaires ; il a convaincu un nombre incalculable de personnes de notre innocence et a éveillé chez des hommes et des femmes plus nombreux encore, de graves doutes quant à l'équité du verdict.

Le témoignage du Dr Urey

Le monde entier n'ajoute pas foi à notre culpabilité ; cette attitude est résumée dans la conclusion bien pesée du Dr Harold C. Urey, notre plus grand physicien nucléaire, dont l'œuvre scientifique représente une contribution majeure à notre défense nationale.

« Le cas Rosenberg, a-t-il déclaré, est un outrage à la logique et à la justice. Il repose sur des témoignages manifestement faux. »

Vous pouvez ne pas nous croire, mais les quelques brefs mois qui se sont écoulés depuis notre dernier recours à vous ont confirmé notre prédiction : le temps et les consciences, dans leur cours inexorable, feront éclater notre innocence.

Des preuves récemment mises à jour démontrent d'une façon qui n'aurait pu être plus probante qu'en cas d'abjuration par les Greenglass, témoins en chef de l'accusation — lui, emprisonné sous la protection du gouvernement, elle, libre, sous la menace constante d'une inculpation possible pour un crime capital qu'elle a avoué — que toute l'affaire montée contre nous repose sur une pyramide de mensonges. Ces nouvelles preuves devraient, pour le moins, vous convaincre que le doute, quant à notre culpabilité, est devenu si grave que la conscience exige que nous vivions.

Les mensonges de Greenglass

Nous avons soumis aux tribunaux des preuves de la « tendance à l'hystérie » de Greenglass attestée par sa femme elle-même, qui, l'ayant connu depuis l'âge de dix ans, affirme « qu'il dit des choses même quand elles ne sont pas vraies ».

Nous avons soumis des preuves documentaires, dont il ressort que David Greenglass, prisonnier de ses propres méfaits, pris d'une peur hystérique pour sa vie et pour celle de sa femme Ruth, a suivi sa vieille habitude du mensonge, exploitée par son épouse, personne rusée et aussi coupable que son mari, afin de fabriquer, bout par bout, une histoire monstreuse, qui, nous entraînés, nous, qui sommes de la même chair et du même sang, sur le long et terrible chemin de la mort.

Nous avons soumis des preuves démontrant que David Greenglass a commis un vol d'uranium à Los Alamos, entreprise à laquelle, de l'avis de tous, nous n'avons jamais été mêlés. Ce fait, lui et sa femme l'ont dissimulé au cours du procès ; ainsi, ils cherchaient à préserver la légende selon laquelle ils n'auraient été que des pions entre nos mains et à cacher la raison personnelle qui les poussait à conclure un marché avec le gouvernement en lui procurant leur « collaboration » qui nous a chargés et les a sauvés.

En fait, qui saurait dire quel est le vrai crime qu'ont commis les Greenglass pour que David prenne l'horrible décision d'envoyer sa propre sœur à la mort ! Car nous avons prouvé qu'il a reconnu avoir menti aux autorités, au moment de son arrestation, au sujet du matériel d' « espionnage » qu'il aurait transmis à Gold.

Sa déposition au procès a été inventée plus tard. Elle découlait de son désir animal de se préserver lui-même et de préserver sa femme, mère de ses enfants. Cela découle des nouvelles preuves que nous avons produites et dont il ressort qu'au début, il n'a impliqué aucun de nous deux et n'a pas mentionné que le crime en question était « un crime pire qu'un meurtre » : le vol du « secret » de la bombe atomique.

Une table, pièce à conviction

Nous avons produit une pièce à conviction que l'accusation n'avait jamais fait figurer au procès, afin de montrer que les Greenglass et le gouvernement ont coopéré pour fabriquer un faux témoignage selon lequel nous aurions possédé dans notre appartement une table-console de prix, équipée spécialement pour tirer des micro-films et qui nous aurait été donnée par les « Russes ». Ce meuble suffit à détruire la déposition des Greenglass. Loin d'être spécialement équipée, cette table a été acquise par nous, comme nous l'avons dit au procès, aux grands magasins « Macy's » pour environ 21 dollars.

Fraudes et parjures

Nous avons soumis des documents prouvant l'incroyable invraisemblance du témoignage des Greenglass qui nous impliquait.

Alors que nous sommes en face de la mort, le gouvernement a d'abord proposé qu'aucun des Greenglass ne soit inculpé de crime.

L'impudence du « marché » était transparente. La proposition a changé de forme, mais non de substance. Ruth, la femme, serait libérée et David, quoique désigné comme inculpé, ne recevrait pas de châtiment. Finalement, c'est seulement après que notre avocat eût exprimé devant le tribunal ses soupçons sur l'ignoble marché qui était en cours, que le gouvernement, pour sauver les apparences, a d'abord proposé que David Greenglass soit frappé d'une peine de prison à temps. Ce sordide « marché », comme on le voit, a été tenu : Ruth est libre ; David, le sera bientôt ; nous sommes dans la Maison de la Mort.

L'appareil, mais non la substance de la justice

Notre droit à fournir nos preuves au grand jour n'a pas été respecté. On nous empêche de pouvoir dévoiler la fraude et le parjure. On nous a interdit d'utiliser toutes les ressources d'appels légaux. On nous a donné seulement l'appareil, mais non la substance de la justice.

Notre mort, hâtée par l'aveuglement délibéré de ceux qui se refusent à voir la machination, sauvera-t-elle la justice américaine, lorsque l'histoire fera ressurgir les doutes mal enfouis ?

Nous vous demandons, monsieur le président, chef civilisé d'une nation civilisée, de juger notre appel avec raison et humanité. Et souvenez-vous, nous sommes un père et une mère.

Julius ROSENBERG.
Ethel ROSENBERG.

La mort des deux martyrs

A 1 h. 44, le 20 juin, les agences de presse annonçaient : « Rosenberg électrocutés ».

Peu à peu furent communiqués, ensuite, les horribles détails du supplice.

Julius a été conduit le premier, à 20 h. 6, heure locale (1 h. 6, heure française) à la chambre de torture.

Il s'avança lentement, très droit.

L'appareil d'électrocution lui fut placé sur la tête, et ses bras et ses jambes furent liés avec des courroies de cuir. A la jambe droite, son pantalon avait été fendu pour permettre un contact direct du plot avec l'épiderme.

A la première décharge électrique, marquée par un sifflement, le supplicié a paru faire un saut sur la chaise électrique. Son pouls s'est enflé. Sa poitrine s'est bombée. Il s'est affaissé. La deuxième décharge sembla le redresser. Après la troisième décharge, le corps s'est affaissé à nouveau.

Il mourut en 2 minutes 45 secondes.

Cinq minutes plus tard, Ethel entrait à son tour. Elle fit preuve d'autant de courage que son mari. Elle était vêtue d'une robe verte, à fleurs.

Dès la première décharge électrique, un léger panache de fumée gris-bleuté s'est élevé du casque. Les mains d'Ethel se sont brusquement crispées et elle a été agitée d'un sursaut.

Ce n'est qu'après la cinquième décharge, au bout de 4 minutes 30 secondes, qu'elle fut déclarée morte par les deux médecins présents.

La campagne de vérité

LES milliers d'hommes et de femmes qui jusqu'à la dernière heure ont agi par tous les moyens pour sauver l'admirable couple ont appris avec stupeur et colère l'exécution.

Et tout de suite l'idée de continuer l'action s'est imposée aux milieux les plus divers. Il s'agit de réhabiliter les Rosenberg. De montrer qu'ils étaient innocents et qu'ils ont été sacrifiés à la raison d'Etat. Enfin, d'obtenir la révision du procès.

Déjà le Comité Français de Défense des Rosenberg a décidé de changer son nom en celui de Comité pour la Réhabilitation et a œuvré en ce sens.

Une délégation de sociologues, économistes, philosophes, ethnologues, linguistes s'était rendue à l'ambassade des Etats-Unis pour demander la grâce des Rosenberg. Dès samedi, les mêmes personnalités allaient déposer des bouquets à la Concorde, et tenaient une réunion publique dans le jardin des Tuileries. Il y fut décidé de continuer la lutte pour la réhabilitation.

Dès samedi, un millier de personnes se rassemblaient, 44, rue de Rennes, dans un meeting de protestation. L'assemblée unanime a décidé la création d'un Comité pour la révision du procès et la réhabilitation des Rosenberg. Elle a proposé la constitution d'un fonds national destiné à soutenir cette campagne et à assurer l'existence des enfants Rosenberg. Parmi les personnalités désignées pour constituer le bureau provisoire du Comité citons : MM. J. CHATAGNET, journaliste à la «Quinzaine» ; GUYONNET, écrivain, collaborateur de la revue « Les Temps Modernes » ; Boris TAZLITSKY, peintre ; Guy FULERO, secrétaire de la section du 6e du parti communiste français ; Jean GREMILLON et Roger LEENHARD, metteurs en scène ; le Dr BOURGUIGNON ; Me Jean TETREAU, avocat au Conseil d'Etat ; le Révérend Père DABOSVILLE ; le pasteur LOUX ; M. CERQUETTI, du Mouvement de Libération du Peuple, etc...

Dans de nombreux autres arrondissements et localités se sont ainsi créés des Comités pour la réhabilitation.

Le parti communiste français, la C.G.T. ont également pris l'engagement de participer à la campagne de réhabilitation.

De même le centre d'action des gauches indépendants.

Citons encore un appel lancé sur l'initiative de Jean Cocteau par MM. H.-G. Clouzot, Julien Benda, Aragon, Georges Duhamel, Jean-Jacques Bernard, Francis Carco, Elsa Triolet, Marc Beigbeder, Vercors, Jean-Paul Sartre, René Laporte.

Voici le texte de cet appel :

« Rendant hommage aux juges qui n'ont pas accepté la sentence de mort contre Ethel et Julius Rosenberg, électrocutés malgré les protestations du monde entier, les soussignés demandent que tout soit mis en œuvre pour assurer la prompte réhabilitation des parents de Michaël et Robby Rosenberg, héritiers de leur honneur. »

LES DROITS DE L'HISTOIRE

Le 17 juin, après avoir étudié leur dossier pendant 13 heures, le juge Douglas a accordé un sursis d'exécution aux Rosenberg, sous sa propre responsabilité. En avait-il le droit ? Oui, d'après la loi américaine. Lorsque la Cour Suprême est en vacances, chacun de ses neuf membres a le droit de prendre des décisions suspensives.

M. Douglas a motivé son acte par des attendus très précis : *j'accorde un sursis*, déclara-t-il, *jusqu'à ce que les instances criminelles et la Cour d'appel de New-York rendent leur arrêt sur leur interprétation de l'article 10 de la loi sur l'énergie atomique.*

Or si cet article prévoit la peine de mort pour les cas d'espionnage, il précise que celle-ci ne pourra être appliquée par le juge que si le jury lui demande de la prononcer. Dans le cas des Rosenberg, le jury de New-York s'était borné à déclarer coupables les accusés, mais il n'avait fait aucune recommandation au juge Kaufman.

Les attendus juridiques de M. Douglas auraient dû entraîner la révision du procès.

L'exécutif est intervenu : à la demande expresse du ministre de Justice Brownell, président de la Cour Suprême, M. Vinson, a convoqué la Cour en session spéciale *l'invitant à annuler le sursis d'exécution.*

Une hâte inconvenante

La Cour Suprême devait également discuter pour savoir si les Rosenberg n'auraient pas dû être jugés d'après la loi sur l'espionnage atomique, loi de 1947, qui ne prévoit pas la peine de mort. Mais les débats contradictoires ont été menés avec *une hâte inconvenante.* Un spectateur a déclaré, en quittant l'audience : *Personne n'a eu assez de temps. Tout est là, le temps a manqué.*

La Cour Suprême s'est inclinée devant la volonté d'Eisenhower. Par six voix contre trois, elle a annulé la décision de sursis du juge Douglas.

Après la lecture du verdict, le juge Douglas s'est levé et, d'une voix forte, a déclaré : *Je ne suis pas d'accord. Aucun homme, aucune femme ne devrait aller à la mort par suite d'une sentence illégale. Je suis que la loi pour moi.*

Le juge Hugo Black, intervenant à son tour, dit notamment : *La Cour Suprême ne devrait pas annuler le sursis accordé par le juge Douglas. Je ne pense pas que la défense et cette Cour aient eu le temps d'étudier convenablement l'affaire. La hâte de la justice est particulièrement déplacée, lorsque la peine de mort est en jeu.*

Puis le juge Frankfurter s'éleva à son tour contre la sentence.

Les six juges de la Cour Suprême qui ont obéi au président Eisenhower et à son ministre de la Justice, n'avaient pas la conscience tranquille. Ils tinrent à déclarer en sortant que *la décision d'annuler le sursis ne signifiait pas que la Cour approuvait la peine de mort que le juge de première instance avait le pouvoir légal de prononcer.*

Quelques instants plus tard, Eisenhower refusant la grâce, envoyait les Rosenberg à la chaise électrique. Il a sciemment violé les règles les plus élémentaires de justice et de légalité. Son nom restera à jamais attaché à ce crime.

Une déclaration du juge Frankfurter

Nous avons montré par quelles suites d'illégalités juridiques les Rosenberg avaient été condamnés. Des voix s'élèvent en Amérique même pour le constater. C'est ainsi que M. Francis Walter, l'un des avocats les plus éminents du Congrès, membre de la Commission de la Justice de la chambre des représentants a déclaré que *la Cour Suprême n'avait pas le droit de revenir sur la décision du juge Douglas, qui avait accordé, mercredi, un sursis aux Rosenberg.*

L'Histoire a ses droits, a déclaré, après l'exécution, le juge Frankfurter, l'un des trois qui se sont opposés à l'annulation du sursis ; *je me trouve*, a-t-il dit dans sa déclaration officielle, *dans la position de n'avoir pas eu le temps d'étudier la question comme j'estime qu'elle aurait dû être étudiée...*

Puis, évoquant l'ultime requête de sursis présentée par Ethel et Julius Rosenberg, le juge Frankfurter poursuit :

Je suis convaincu que cette requête était fondée et que la possibilité manquait au judiciaire d'exercer son jugement comme il convient. Décrire une opinion sur une affaire affectant deux vies humaines après que le rideau a été baissé, semble être une pathétique futilité, mais l'Histoire aussi a ses droits.

Ce n'est que par un examen approfondi de soi-même et par l'auto-critique que l'on parviendra à établir et à renforcer les habitudes nécessaires à un jugement juste et mesuré, de telle sorte qu'elles puissent se manifester pleinement lorsque l'appareil de la justice sera, à nouveau, soumis à la pression et à l'effort.

Ainsi, du point de vue strictement juridique, il n'y a eu ni justice, ni respect de la personne humaine dans cette affaire.

UNE LETTRE DE JULIUS

L'antisémitisme a pesé dans la balance

Un facteur d'importance également : la nécessité de combattre l'antisémitisme qui joue un grand rôle dans notre affaire. J'ai la preuve que, tout innocents que nous soyons, ils montent en épingle la condamnation, bien que ce soit illégal, et disent : « Voyez donc, ce sont les Juifs qui sont responsables ». Je continue à être confiant, mais sans aucune illusion quant aux difficultés que nous avons à surmonter. Notre famille, incidemment, nous donne son plein appui.

Ethel, la lutte a tout juste commencé. Tiens les yeux tournés vers l'Avenir.

Ton mari aimant.
JULIUS.

(Lettre de Julius Rosenberg à Ethel, le 16 mars 1952.)

● Douleur et colère de Paris

Aussitôt connue l'exécution des Rosenberg, Paris manifesta sa douleur et sa colère. A la Concorde, puis dans tous les quartiers, des bouquets furent déposés devant l'effigie des deux héros.

Les grandes dates de l'affaire

FEVRIER 1950.

David Greenglass, frère d'Ethel Rosenberg, est interrogé pour la première fois par le FBI (police politique américaine) au sujet d'un vol d'uranium commis par lui à Los Alamos, où il se trouvait en garnison, comme mécanicien, en 1945.

15 JUIN 1950.

Arrestation de David Greenglass. Les quatre agents du FBI qui fouillent son appartement trouvent, parmi de vieux papiers, des notes de mathématiques prises par Julius Rosenberg pendant un cours.

16 JUIN 1950.

Julius est interrogé au quartier général du FBI. David Greenglass ayant déclaré qu'il avait volé le secret de la bombe atomique pour le compte des Rosenberg.

17 juillet 1950.

Arrestation de Julius Rosenberg.

12 AOUT 1950.

Arrestation d'Ethel Rosenberg.

17 AOUT 1950.

Mise en accusation des Rosenberg, inculpés de « complot en vue de transmettre des secrets atomiques à l'URSS ». David et Ruth Greenglass sont désignés comme leurs complices, ainsi que Harry Gold, arrêté en mai à Philadelphie. En octobre, Morton Sobell sera également impliqué dans l'affaire.

6 MARS 1951.

Ouverture du procès d'Ethel et Julius Rosenberg et de Morton Sobell, devant le juge Irving R. Kaufman.

Le cas de Greenglass est disjoint, celui-ci ayant plaidé coupable. Sa femme, bien que désignée comme complice dans le premier acte d'accusation, n'est ni arrêtée ni inculpée.

6 MARS-29 MARS 1951.

Le procès. Sur les 112 témoins à charge cités par l'accusation, 23 seulement se présentent. Parmi ces derniers, aucun expert des questions atomiques.

Aucun document prouvant que les Rosenberg se soient livrés à l'espionnage atomique n'est produit.

Deux pièces à « conviction » : un trone pour la collecte de fonds en faveur des réfugiés espagnols trouvé chez les Rosenberg et une liste de pétition en faveur d'un ancien conseiller municipal communiste, portant, parmi 50.000 signatures, celle d'Ethel.

David Greenglass affirme qu'il a remis à Julius « une assez bonne description de la bombe atomique » en un rapport de 12 pages, illustré d'un dessin. Il a recueilli ce « secret », dit-il, en écoutant des bribes de conversations entre savants à Los Alamos.

Le juge insiste beaucoup plus sur les convictions « communistes » des accusés que sur les faits relatifs à leur prétendu « complot ». S'adressant au jury, il résume ainsi la situation : **La version de Greenglass et la version des Rosenberg sont inconciliables. Vous devez décider laquelle vous allez croire.**

29 MARS 1951.

Après des heures de délibérations, le jury déclare les Rosenberg et Sobell coupables du crime d'espionnage.

5 avril 1951.

Le juge Kaufman condamne les Rosenberg à la peine de mort et Morton Sobell à 30 ans de prison.

6 avril 1951.

David Greenglass est condamné à 15 ans de prison, avec promesse d'obtenir sa libération conditionnelle au bout de 5 ans.

Printemps 1952.

La Cour d'Appel ayant rejeté plusieurs recours, les Rosenberg présentent une première requête en révision à la Cour Suprême.

13 octobre 1952.

La Cour Suprême refuse la révision du procès.

Il est à souligner que les Cours d'Appels et la Cour Suprême n'ont pas le droit d'examiner le fond de l'affaire ni la valeur des témoignages. Elles ne peuvent se prononcer que sur la question de savoir si **les formes** ont été respectées.

11 février 1953.

Le président Eisenhower rejette le recours en grâce des Rosenberg.

13 FEVRIER.

La Cour Suprême accepte de prendre en considération une nouvelle demande en révision.

30 MARS 1953.

Les Rosenberg présentent leur nouvelle requête en révision.

18 AVRIL 1953.

La presse française publie une lettre manuscrite de David Greenglass, où celui-ci reconnaît avoir fait de fausses déclarations au procès, obéissant aux « suggestions » du FBI.

25 MAI 1953.

La Cour Suprême rejette la requête en révision, par 5 voix contre 4.

26 MAI-2 JUIN 1953.

Le juge Kaufman et la Cour d'Appel de New-York rejettent successivement les demandes de sursis présentées par Me Bloch.

2 JUIN 1953.

Le gouvernement des Etats-Unis annonce que les Rosenberg auront la vie sauve s'ils se déclarent coupables. Ethel et Julius réaffirment leur innocence.

17 JUIN 1953.

Le juge Douglas se prononce en faveur d'un sursis qui permettrait un nouvel examen de l'affaire par la Cour Suprême.

Aussitôt, le gouvernement des Etats-Unis fait appel contre cette décision.

13 JUIN 1953.

Tandis que dans le monde entier, les voix les plus diverses s'élèvent en faveur des Rosenberg, la Cour Suprême se réunit pour statuer sur le sursis.

19 JUIN 1953.

A 17 heures (heure française) la Cour Suprême annule le sursis par 6 voix contre 3. Les juges Douglas, Black et Frankfurter s'élèvent contre cette mesure illégale, prise avec une hâte inhabituelle.

Une heure après, le président Eisenhower rejette l'ultime recours en grâce des Rosenberg.

L'exécution est fixée au soir même.

20 JUIN 1953.

Entre 1 h. 06 et 1 h. 26, Ethel et Julius Rosenberg sont exécutés. Dans le monde entier, les hommes et les femmes de toutes tendances crient leur horreur et leur indignation devant le meurtre des deux innocents.

PARIS
14 JUIN

Les Assises de la France antiraciste

Messages de l'étranger

De nombreux messages de l'étranger sont parvenus à la Journée Nationale. Ils émanaient des personnalités et organisations suivantes :

Mme Sophie ROSENBERG, mère de Julius Rosenberg.

M. Joseph BRAININ, président du Comité Américain de Défense des Rosenberg.

Le grand écrivain américain Howard FAST.

M. William PATTERSON, dirigeant noir du Congrès américain des Droits Civiques.

Le pasteur Martin NIEMOLLER, président de l'Eglise Evangélique d'Allemagne.

M. METODIPOPOV, académicien bulgare, membre du Conseil Mondial de la Paix.

M. Meir YAARI, président du Mouvement de la Paix d'Israël.

Le Comité du Peuple Chinois pour la Défense de la Paix mondiale.

La Chambre Populaire de la République Démocratique Allemande.

L'Union des Résistants Antifascistes d'Allemagne Occidentale.

Le Comité de Paix de la région de Hambourg.

Le Comité National de la Paix de Bulgarie.

Le Conseil Hongrois de la Paix.

Le Comité Polonais des Partisans de la Paix.

Le Comité permanent pour la Défense de la Paix, de la République Populaire Roumaine.

NOUS sommes heureux d'avoir réussi à grouper aujourd'hui tant d'éminents représentants du catholicisme, du protestantisme et du judaïsme, de délégués des syndicats, des associations d'étudiants, de toute la pensée démocratique.

C'est en ces termes que le Dr GINSBOURG, membre du Bureau National du MRAP, qui présidait la séance d'ouverture, caractérisa la Journée Nationale.

Au long des débats s'affirma, en effet, l'accord d'hommes et de femmes venus de toutes les couches sociales et de tous les horizons politiques.

Après le rapport de Charles PALANT, secrétaire général du MRAP, la séance du matin fut marquée par les interventions de Mme JOB, qui évoqua la dure condition des femmes du Cameroun ; de Mme GAUDIN (Union des Femmes Françaises), du professeur AUBERT, porte-parole de l'Union Française Universitaire, puis du professeur HADAMARD, membre de l'Institut, qui, se référant à l'expérience de l'affaire Dreyfus, souligna la nécessité de dénoncer, sans faiblesse, toutes les campagnes de haine et de calomnies.

Le cinéaste Louis DAQUIN, étudiant quelques cas d'infiltration du racisme, signala notamment le film *Jeunes Mariés*, qui vise à calomnier les travailleurs nord-africains.

M. Ernest KAHANE, maître de recherches, exposa les arguments scientifiques sur lesquels s'appuie aujourd'hui l'antiracisme. M. Ariel GINSBOURG fit entendre la voix des étudiants juifs, comme M. LEBORGNE allait faire entendre, un peu plus tard, la voix des étudiants d'outre-mer.

Au cours des deux séances de l'après-midi, présidées successivement par le professeur RONTCHEVSKY de l'Université de Strasbourg et l'amiral MOULLEC, conseiller de l'Union Française, l'assistance put applaudir les interventions de MM. Justin GODART, Jean PRONTEAU, René-Jean CLOT, du pasteur BOSC, dont nous donnons, d'autre part, quelques extraits, et les messages de MM. Georges DUHAMEL, de l'Académie Française ; SALACROU, de l'Académie Goncourt ; André DENIS, député MRP de la Dordogne ; ESTAGERIE, aumônier des Lycées, Pierre PARAF, des pasteurs ROSER et VIENNEY, du professeur Bernard LAVERGNE, etc.

Prirent également la parole Me Renée MIRANDE, au nom des déportés ; Mlle Jacqueline MARCHAND, au nom des enseignants ; le professeur SCHATZMAN, maître de recherches ; l'éminent ethnologue Michel LEIRIS, collaborateur de l'U. N. E. S. C. O., des représentants des travailleurs algériens et de la Famille Antillaise ; MM. VILNER, au nom de l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entr'Aide, et BULAWKO, au nom du mouvement sioniste Hachomer Hatzair, tandis que Mme LOUBITCH rendait compte des luttes de la population d'Israël pour la paix.

M. PICART, de Lyon ; Mlle MARTER, de Marseille, et une délégation de mineurs du Pas-de-Calais, exprimèrent le point de vue de la province.

Après la clôture solennelle, accompagnée d'une partie artistique, les assistants se sont séparés avec confiance et une volonté accrue de renforcer l'union agissante de tous les Français pour imposer justice dans l'affaire Rosenberg, pour faire échec aux propagandes de haine, pour faire triompher la paix.

Noirs et blancs, fraternellement unis...

RENDEZ LES ENFANTS FINALY

Les délégués de la Journée Nationale contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, certains d'exprimer le point de vue de l'immense majorité des Français, sans distinction d'appartenance religieuse ou politique, déplorent que l'affaire Finaly portée depuis plusieurs mois à la connaissance de l'opinion publique, n'ait pas encore trouvé sa solution par la remise des enfants à leur famille.

Ils dénoncent vigoureusement toutes les tentatives faites dans différents milieux pour exciter, à l'occasion de cette douloureuse affaire les haines religieuses et l'antisémitisme.

Ils exigent des pouvoirs publics qu'ils prennent les mesures nécessaires pour assurer, dans le plus bref délai, l'exécution des décisions de justice dans le respect de la loi, des droits de la famille et de ceux de la conscience.

2.256 participants

Les délégués à la 5e Journée Nationale se répartissaient comme suit, selon le rapport de la Commission des mandats :

Paris et banlieue	1.421
Province (13 villes)	70
Sociétés mutualistes	277
Syndicats ouvriers et artisanaux	43
Anciens combattants	29
Organisation d'anciens déportés	21
Organisations sportives	13
Organisat. de l'enfance	21
Nombre total des délégués	1.805
Invités	351
Nombre total des participants	2.256

Le Comité d'Organisation de la Journée Nationale :

Voici les personnalités qui, avec le M.R.A.P. ont participé à l'organisation de la Journée Nationale :

Lucie AUBRAC, agrégée d'histoire ;
le R. P. BERGER ;
Albert BEGUIN, directeur de la revue « Esprit » ;
Marcel COHEN, directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes ;
Maurice DRUON, Prix Goncourt ;
Mme DUPONT-DELESTRAINT ;
Dr GINSBOURG ;
Dr GREIF ;
Robert KIEFE, avocat à la Cour ;
Michel LEIRIS, ethnologue ;
Jean LENOIR, directeur de la « Quinzaine » ;
Léon LYON-CAEN, président à la Cour de Cassation ;
Jacqueline MARCHAND, secrétaire générale de la Fédération de l'Education Nationale (C.G.T.) ;
Jacques MADAULE, historien ;
Jacques MARION, secrétaire de la C.G.T. ;
Renée MIRANDE, avocat à la Cour ;
Pierre PARAF, homme de lettres ;
Marcel PRENANT, professeur à la Sorbonne ;
Georges SADOUL, critique de cinéma ;
Evry SCHATZMAN, maître de recherches au C.N.R.S. ;
Pierre STIBBE, avocat à la Cour ;
le général Paul TUBERT, ancien maire d'Alger ;
Théodore VALENSI, avocat à la Cour ;
Paul VILLARD, avocat à la Cour ;
Pasteur Louis VIENNEY ;
Pasteur WESTPHAL ;
Dr WEIL-HALLE, de l'Académie de Médecine ;
André WURMSER, écrivain ;
YACE, étudiant ;

Ces personnalités se sont associées à la Journée :

Outre les membres du Comité d'Organisation, de nombreuses personnalités se sont, par leur présence ou leurs messages, associées à la Journée Nationale. Citons :

MM.

Antoine LACASSAGNE, professeur au Collège de France, membre de l'Institut ;
Jacques HADAMARD, professeur honoraire au Collège de France, membre de l'Institut ;
Georges DUHAMEL, de l'Académie Française ;
Armand SALACROU, de l'Académie Goncourt ;
le procureur général **MORNET** ;
Justin GODART, ancien ministre ;
l'amiral **MUSELIER**, ancien chef des Forces Navales Françaises Libres ;
l'amiral **MOULLEC**, conseiller de l'Union Française ;
Etienne NOUVEAU, vice-président de l'Union Française des Anciens Combattants ;
Alain LE LEAP, secrétaire général de la Confédération Générale du Travail ;
Eugène WEILL, secrétaire général de l'Alliance Israélite Universelle ;
Maurice de BARRAL, grand officier de la Légion d'Honneur ;
J.-B. PIOBETTA, inspecteur général de l'Instruction Publique ;
Mme **Jeanne LEVY**, professeur à la Faculté de Médecine ;

MM.

Gustave COHEN, professeur honoraire à la Sorbonne ;
Bernard LAVERGNE, professeur à la Faculté de Droit ;
Marcel PRENANT, professeur à la Sorbonne ;
RONTCHEVSKY, professeur à la Faculté des Lettres de Strasbourg ;
Charles BETTELHEIM et **Pierre VILAR**, directeurs d'Etudes à l'Ecole des Hautes Etudes ;
Jean ORCEL, professeur au Muséum d'Histoire Naturelle ;
Pierre BIQUARD et **Ernest KAHANE**, maîtres de recherches au Centre National de la Recherche Scientifique ;
les écrivains **Claude AVELINE, André SPIRE, Henri HERTZ, Francis JOURDAIN, Renaud de JOUVENEL, Pierre MORHANGE, Léonard SAINVILLE, Georges SORIA, Moché SCHULSTEIN, Gabriel TIMMORY, Tristan TZARA** ;

MM.

Gilbert de CHAMBRUN, Pierre COT, André DENIS, Jean PRONTEAU, députés ;
Raymond BARBE, HAZOUME, le pasteur **LA GRAVIERE**, conseillers de l'Union Française ;
les pasteurs **VOGE**, secrétaire général de la Fédération Française du Christianisme Social ; **BOSC**, de la présidence du Mouvement Français de la Paix ; **Henri ROSER** et **Louis VIENNEY** ;
Louis ESTAGERIE, aumônier des lycées ;
L'HOSTIS, évangéliste ;
Mes André BLUMEL, Maurice EDELMAN, Charles LEDERMAN, Claude-Frédéric LEVY, LEVY-OULMAN, MANVILLE, Joë NORDMAN, Monique PICARD-WEIL, Georges SAROTTE, SILVANDRE, Pierre STIBBE, Paul VILLARD, Roland WEIL, Marcel WILLARD, ZAVARO, avocats à la Cour de Paris ;
Les artistes **Julien BERTHEAU**, et **Robert MANUEL**, sociétaires de la Comédie Française ; **Pierre ASSO, Abel BERNYER, Bernard BLIER, Danièle DELORME, Fernand GRAVEY, Jean MERCURE, O'BRADY, Madeleine ROBINSON** ;
Les metteurs en scène **Marc ALLEGRET, Louis DAQUIN, Léonide MOGUY, Alain RESNAIS** ;
Alexandre KAMENKA, producteur de films ;
Les peintres, sculpteurs et tapissiers **C. CAVAILLON, Jean PICART-LEDOUX, J. PRESSMANE, Anton RAPAPORT, Gaston RIT** ;
Les docteurs **GINSBOURG, ANDRE, BRUMBERG, CHAUCHART, DALSACE, EDELMAN, KLOTZ, LE PORRIER, WOLFSOHN** ;
Mme **Emmanuel BOVE** ;

MM.

AUBERT, PIORO, ROTHDIENER, professeurs ; **DUVAL**, directeur d'école ;
Mmes Denise DECOURDEMANCHE, secrétaire générale de l'Association Nationale des Familles de Fusillés et Massacrés de la Résistance Française ; **Louise ALCAN**, secrétaire générale de l'Amicale d'Auschwitz ; **GAUDIN**, de l'Union des Femmes Françaises ;

MM.

BOURON, membre du bureau national du Mouvement Populaire des Familles ; **Pierre PLANE**, secrétaire de l'Union départementale du Puy-de-Dôme du Mouvement de Libération du Peuple ;
Said TIGRINE et **DEBBACHE**, de la commission nord-africaine de la C.G.T. ;
Elie BLONCOURT et **Adolphe ESPIARD**, président et secrétaire général de la Fédération de la Seine de l'Union Progressiste ;
Auguste TOUCHARD, vice-président de l'A.R.A.C. ; **Jacques GRESA**, ancien député, représentant le Comité Français de Défense des Immigrés ; le colonel **Jean FAVRE** ; **MARX**, de l'Association des Officiers de Réserve Républicains ; **Waldeck L'HUILLIER**, maire de Gennevilliers ; **Jean de LORME**, du Comité Franco-Malgache ;
Mme **DUCOLONE**, mère de Guy Ducoloné ;

MM.

Henry BULAWKO, secrétaire général du mouvement Hachomer Hatzair ; **Pierre KALDOR**, secrétaire général du Comité de Défense des Libertés Démocratiques en Afrique Noire ; **LEBORGNE**, président du Comité de liaison des Etudiants anticolonialistes ; **PINAUD**, de l'association des Etudiants Guadeloupéens ; **Ariel GINSBOURG**, représentant l'Union des Etudiants Juifs de France ;
Mme **Jeanne OSMIN**, secrétaire du Syndicat de la Confection pour Dames (C.G.T.) ; **MM. SCHMAUS**, du Syndicat national de l'industrie de la Fourrure ; **MARGOLIS**, secrétaire national de la Confédération Générale Unifiée de l'Artisanat ;

Parmi les délégués étrangers, citons : **Mmes ALPERRINE** (Afrique du Sud), **JOB** (Cameroun) et **Raïa LUDITCH** (Israël).

Le RAPPORT de Charles PALANT

(*Suite de la page 6*)

De même, la France a condamné les récentes provocations antisémites de Lyon, Toulouse, Marseille et dénonce les brimades et les discriminations visant les travailleurs nord-africains, comme en témoigne la déclaration faite par des personnalités diverses sur l'initiative du MRAP.

Jamais dans le même camp que les bourreaux nazis

De même, le peuple de France s'élève contre le réarmement des bourreaux nazis, auquel s'oppose le peuple allemand lui-même, et a empêché jusqu'à présent la ratification des accords de Bonn et de Paris. Le MRAP est actif dans cette lutte. Il a notamment participé à la Conférence internationale pour la solution pacifique du problème allemand, où le Dr Ginsbourg représentait notre Mouvement.

Nous, dont les nuits resteront toujours hantées par le cauchemar des horribles méfaits du nazisme, s'écrie Charles Palant, nous que poursuit le souvenir des êtres chers, massacrés, torturés, fusillés, asphyxiés, brûlés, pendus, dévorés par les chiens, morts de faim, de froid, de peur, jamais nous n'oublierons les crimes commis par les assassins fascistes.

Jamais nous n'accepterons d'être dans le même camp que les bourreaux nazis.

L'union nécessaire

Soulignant la nécessité de l'union de tous les antiracistes pour que la lutte soit efficace, Charles Palant déclare :

Nos propositions d'unité d'action ne sont assorties d'aucune condition autre que la volonté ferme et loyale de battre en brèche les racistes et les antisémites.

Nous souhaitons la plus large unité contre tous les dangers du racisme et de l'antisémitisme, mais nous saluons avec tout notre cœur l'unité d'action même pour un objectif limité, même contre un seul des dangers que nous précisons et pour triompher de ce seul danger.

Une opération frauduleuse

Mais ce que nous ne pouvons accepter et que nous n'accepterons jamais est que le bavardage antiraciste serve de couverture à une opération frauduleuse ayant pour but d'amener les antiracistes à se porter sur des positions qui sont celles des ennemis jurés de la paix et, par conséquent, des pires racistes, des pires antisémites.

Et il dénonce l'indigne manœuvre par laquelle, à propos du procès de Slansky et de l'affaire des médecins soviétiques, les hommes qui jamais ne combattent l'antisémitisme en France et qui même le favorisent, **tentèrent de donner aux Juifs des raisons de partager les vues de la guerre froide et d'admettre l'alliance honteuse entre les fils des martyrs d'Auschwitz et les assassins de leurs parents.**

Les événements, constate-t-il, **se sont chargés de faire un sort de cette diversion.**

L'affaire Rosenberg

Examinant enfin la campagne pour les Rosenberg, dont le MRAP a été, en France, l'initiateur et l'animateur, Charles Palant montre qu'elle n'a été possible que parce que la cause des Rosenberg est juste.

Il note l'atmosphère dans laquelle l'affaire s'est développée aux Etats-Unis :

La condamnation des Rosenberg, le suicide d'Abraham Feller, le bannissement de Chaplin, les folles inventions de Mac Carthy ont jeté une lumière crue sur la vague de racisme, d'antisémitisme et d'hystérie guerrière qui déferle sur les Etats-Unis d'Amérique.

Et il évoque un récent document publié par l'Université de New-York, traduit en France par le Centre de Documentation auprès de la présidence du Conseil, d'où il ressort que **les Juifs et les Nègres, dans le cadre des prescriptions de « loyalisme », sont, aux Etats-Unis, les suspects N° 1.**

La justice et la fraternité triompheront

A nous, conclut-il, qui avons remis en marche la vérité que rien n'arrêtera, d'être dignes de l'immortel exemple de Zola.

A nous de faire triompher la justice et l'équité, la liberté et la paix dont le sort repose désormais sur des centaines et des centaines de millions d'êtres qui, de par le vaste monde se sont levés en une lutte gigantesque.

A nous de travailler de toutes nos forces à développer l'union, ciment de la victoire finale et gage du succès de chaque jour.

La justice et la fraternité triompheront.

Avec les travailleurs nord-africains

L'étoile jaune qui voue le travailleur nord-africain à la mise à l'index, à l'outrage même, sans parler des rafles policières.

DE nombreux Nord-Africains ont participé à la Journée Nationale, dans les différentes délégations de Paris et de province.

Parlant au nom de la Commission confédérale nord-africaine de la CGT, et aussi en tant que musulman, M. Debbache, peint la dure condition des travailleurs nord-africains en France, qui *connaissent le racisme quotidiennement, et dans tous les domaines de l'existence : que ce soit pour la recherche d'un logis, à l'embauche, ou au travail, le teint, la forme du visage, la carte d'identité sont* journaux qui entretiennent le racisme, l'orateur exalte, vivement applaudi, la solidarité, sans cesse renforcée, des travailleurs français et nord-africains.

Une lettre d'Alain LE LEAP

"Lutter contre le racisme est un devoir pour les travailleurs"

C'est par de chaleureux et interminables applaudissements que fut salué le message adressé à la Journée Nationale par M. Alain Le Léap, secrétaire général de la C.G.T., membre du Comité d'Honneur du M.R.A.P., emprisonné à Fresnes en raison de son action pour la paix. Voici quelques extraits de ce beau message :

Il est un fait que nul ne peut nier valablement : le racisme et l'antisémitisme — forme particulière de racisme — n'existent que dans les pays où demeure l'exploitation de l'homme par l'homme. On n'en trouve nulle trace dans les pays de démocratie populaire où cette exploitation a été supprimée. Là, l'égalité en droits de tous les citoyens, dans tous les domaines, est non seulement un principe proclamé — ce qui est vrai chez nous d'ailleurs — mais un principe effectivement appliqué — ce qui, chez nous, n'est pas.

Le racisme, l'antisémitisme sont des armes dont la réaction se sert pour détourner l'attention des travailleurs des véritables problèmes qui se posent à eux, pour empêcher leur unité, pour enrayer par là même la montée des forces populaires.

Par respect de leurs principes, comme par souci de défendre au mieux leurs intérêts, les travailleurs sont donc amenés naturellement à lutter contre toute discrimination, contre le racisme, contre l'antisémitisme.

Dans un moment où les forces de guerre dans le monde s'efforcent, par ces mêmes procédés, de semer, de développer la haine pour entraîner plus facilement les peuples dans un nouveau conflit mondial, c'est à toutes les forces pacifiques du monde que s'impose, comme aux travailleurs et, avec eux, le devoir de lutter contre l'antisémitisme et le racisme.

La souscription du M. R. A. P.

LISTE N° 5

SOCIETES

Un groupe de Zlotschev 5.000 ; les amis de Czlowitz, 10.000 ; Garvoline Siedlec, 5.000 ; Sté Kaluszyn, 5.000 ; Sté Falenic, 5.000 ; Zirardow, 3.200 ; Radom, 1.100 ; Lodz, 10.000 ; Fidélité à la France, 5.000 ; Secours Fraternel Juif, 5.000 ; Sté Konsk, 5.000 ; Les jeunes de Siedlec, 280 ; Total : 59.580.

SECTIONS

14e, 20.000 ; Montreuil, 30.000 ; 18e, 300 ; Saint-Quentin, 35.000 ; 9e, 5.000 ; 5e, 2.800 ; Bagnolet, 1.830 ; 13e, 1.400 ; Lille, 870 ; 3e, 1.010 ; Total : 98.210.

SOMMES VERSEES PAR

Groupe d'Anciens Combattants d'Espagne 700 + 8.500 ; Dr Turquel, 3.500 ; Dr Salko, 2.500 ; Grun, 3.500 ; Colette Morel, 2.900 ; Sochs, 17.600 ; A. Spire, 500 ; Me Cevaere, 1.700 ; Dymenstein, 580 ; Anonyme, 900 ; Dr Mulhrad, 8.000 ; Total : 50.880.

COLLECTE
A LA JOURNEE NATIONALE :

SOCIETES : Les amis de Piotrkow, 25.000 ; Przytyk, 6.100 ; Salut Public, 3.400 ; Minsk Mazow., 5.000 ; Wolomin, 5.000 ; Tomaszow, 10.000 ; Pulowy, 10.000 ; Fidélité à la France, 1.000 ; Total : 65.500.

SECTIONS : Lyon, 25.000 ; Montreuil, 10.000 ; 18e, 6.860 ; 13e, 1.500 ; Total : 43.360.

SYNDICAT NATIONAL DES FOURREURS, 2.800.

MEDECINS : collecté par le Dr Lebovici, 30.800 ; Dr Turkel, 5.500 ; Total : 36.300.

Divers, 1.400.

Collecte et insignes, 88.400.

Total de la journée : 237.760.

Total de la liste n° 5 ..... 446.430

Total des listes précédentes 694.928

Total à ce jour 1.141.388

VOIR, C'EST COMPRENDRE ET C'EST AGIR

ERNI-BONNARD
PROMESSE DE L'HOMME
L'exemplaire numéroté : 1.500 fr.
L'exemplaire sur Pur Fil Johannot avec une lithographie originale de Erni ..... 5.000 fr.

PICASSO-ELUARD
LE VISAGE DE LA PAIX
L'exemplaire numéroté : 1.200 fr.
L'exemplaire sur Pur Fil Johannot avec une lithographie originale de Picasso ..... 5.000 fr.

ARAGON
L'EXEMPLE DE COURBET
Prix : 2.000 fr.

Paul ELUARD
ANTHOLOGIE DES ECRITS SUR L'ART
Prix 1.750 fr.

Claude ROY
GOYA
Prix : 1.500 fr.

André WURMSER
DAUMIER
Prix : 1.200 fr.

DEUX PEINTRES ET UN POETE
RETOUR L'ALGERIE
Boris TASLITZKY, Mireille MIAILHE et Jacques DUBOIS
Prix : 600 fr.

ÉDITIONS CERCLE D'ART

Chaque mois vous retrouverez avec une satisfaction accrue

« DEFENSE DE LA PAIX »

Revue Internationale

33, rue Vivienne - PARIS-2e

Directeur : P. COT
Réd. en Chef : Cl. MORGAN

En vente dans tous les kiosques : 100 fr.

Abonnements :
6 mois 550 fr., 1 an 950 fr.
au C.C.P. 8176-91 Paris

La revue qui fait le tour du monde. Reproduite en 13 langues dans 25 pays.

Vous économisez votre argent et votre temps en écrivant dès maintenant à :

RAYMOND KORPOCHINSKY

Peintre-Artisan
Impasse Valdeau, BIEVRES (Seine-et-Oise)
DEVIS GRATUIT - PRIX TRES MODERE
TRAVAIL GARANTI TRES SOIGNE

EDITIONS DU PAVILLON
5, rue Rollin — PARIS-5e — Tél. : DANton 84-29

Francis JOURDAIN
NE EN 76
460 francs
Les souvenirs d'un « vieil artiste »

La vente aux librairies est assurée en exclusivité par les EDITEURS FRANÇAIS REUNIS
24, rue Racine — PARIS-6 — Tél. : ODEon 77-95

TARIF DES ABONNEMENTS
DROIT ET LIBERTÉ
10, rue de Châteaudun, Paris 9e
Tél. : TRU 00-87
FRANCE et UNION FRANÇAISE
Un an : 300 francs.
PAYS ETRANGERS
Un an : 430 francs
TARIF SPECIAL POUR LA BELGIQUE
Compte ch. post. : 6070-98 Paris
Pour les changements d'adresse envoyer 20 francs et la dernière bande.

Le gérant : Ch. OVEZAREK.

S.I.P.N., 14, rue de Paradis, PARIS (Xe)

LE 14 JUIN A LA MUTUALITÉ

en présence d'éminentes personnalités, plus de 2.000 délégués unis sans distinction d'origine, d'opinion ou de croyance ont participé

à la 5e JOURNÉE NATIONALE

Droit et Liberté
CONTRE LE RACISME ET L'ANTISÉMITISME, POUR LA PAIX

CONTRE LE RACISME ET L'ANTISÉMITISME POUR LA PAIX

MANIFESTE

LES délégués et participants à la 5e JOURNEE NATIONALE CONTRE LE RACISME, L'ANTISEMITISME ET POUR LA PAIX, dont les travaux se sont déroulés le 14 juin 1953, au Palais de la Mutualité à PARIS, s'adressent solennellement à l'opinion française :

Venus de toute la France et représentant toutes les couches de la population' les appartenances religieuses, philosophiques et politiques les plus diverses, nous alertons tous les patriotes, tous les républicains sur le danger que constitue pour l'avenir du pays et pour la Paix, la renaissance des campagnes de haine antisémite et raciste.

LE pays des Droits de l'Homme et du Citoyen ne saurait admettre, après la tragique expérience de l'occupation nazie, que sa dignité soit bafouée par des actes et des propagandes tendant à dresser les Français les uns contre les autres.

Il ne saurait admettre qu'un Xavier Vallat, responsable de la déportation et de la mort de 120.000 hommes, femmes et enfants, puisse retrouver une place dans la vie publique... C'est pourquoi le sursaut du peuple de Paris a imposé l'interdiction du meeting où l'ex-ministre de Pétain entendait faire l'apologie du traître Maurras.

Il ne saurait admettre que l'on introduise jusque dans le gouvernement les serviteurs les plus compromis du vichysme. C'est pourquoi, l'indignation populaire a imposé la démission de Boutemy.

Il ne saurait admettre que se poursuivent et se renouvellent les provocations inspirées des méthodes hitlériennes qui ont eu lieu à PARIS, LYON, MARSEILLE, TOULOUSE, sous la forme d'appels au pogrom, d'inscriptions infamantes sur les demeures des Juifs et de voies de fait. C'est pourquoi, chaque fois, la population unanime a riposté avec vigueur contre ces actes criminels.

LE peuple français dénonce comme contraire aux intérêts du pays, la parution de plus de vingt journaux excitant à la haine raciale ainsi que de livres et publications faisant l'apologie du nazisme.

Il s'indigne de voir l'antisémitisme renaître jusque dans les couloirs de l'Assemblée Nationale, parmi les parlementaires qui ont la nostalgie du régime de Pétain.

Il réprouve les discriminations et les brimades racistes' déshonorantes pour notre pays, qui frappent les travailleurs nord-africains et toutes les populations d'outre-mer, et qu'ont douloureusement illustrées les violences du Premier Mai à Valenciennes et le procès qui s'en est suivi.

Il se solidarise avec les étudiants d'outre-mer, victimes de mesures arbitraires et de multiples vexations.

Déterminé à ne pas tolérer la renaissance de l'esprit et des méthodes vichystes en France, il se dresse contre la libération scandaleuse et le réarmement des bourreaux hitlériens, contre les accords de Bonn et de Paris, dont la ratification créerait un immense péril pour la sécurité de la France et pour la Paix.

FRANÇAIS, Françaises,

La lutte contre le racisme et l'antisémitisme, comme la défense des libertés républicaines, est l'affaire de tous, sans distinction.

Le racisme et l'antisémitisme, en favorisant l'arbitraire, en suscitant les divisions et les haines aveugles, sont aujourd'hui, comme de tous temps, les auxiliaires de la tyrannie et de la guerre.

Gens de cœur et de raison, unissons-nous !

Il dépend de notre action commune que soient respectée la Constitution et sauvegardées les traditions de fraternité et de justice du peuple français.

A l'heure où, grâce à l'action de tous les défenseurs de la Paix, l'espoir d'une détente internationale emplit le cœur de tous les peuples il dépend de notre action commune que soient consolidées la fraternité des hommes et l'amitié entre les nations.

FRANÇAIS, Françaises ! Unissons-nous pour imposer l'interdiction des propagandes de haine et les discriminations raciales, pour empêcher la réhabilitation des vichystes et le réarmement des bourreaux nazis, pour exiger que dans les relations internationales, l'esprit de négociation l'emporte sur les solutions de violence.

Unissons-nous pour que triomphent la justice et la paix.

Vive la fraternité des hommes !
Vive l'amitié et l'entente entre les peuples !
Vive la PAIX !
Vive la FRANCE !

Paris, le 14 juin 1953.

C'EST la France entière qui, par la voix de 2.000 délégués, a exprimé, le 14 juin à la Mutualité, son irréductible volonté de faire échec au racisme, à l'antisémitisme et à la guerre.

La France entière, avec ses citadins et ses villageois, ses ouvriers et ses ménagères, ses professeurs et ses étudiants, ses artisans, ses commerçants, ses juristes, ses écrivains, ses chercheurs scientifiques — hommes et femmes de toutes croyances, de toutes opinions.

La France d'aujourd'hui, la France de toujours, éprise de liberté, attachée à l'égalité des hommes, la France généreuse et fraternelle.

Au cours de ces magnifiques assises, s'est affirmée, s'est resserrée l'union des forces antiracistes dans notre pays. Et ceux qui, par des méthodes héritées des nazis, cherchent à susciter des divisions factices, ont été plus que jamais démasqués, isolés, placés au ban de la nation.

Conscients des dangers que représente, pour la République et pour la paix, la renaissance du racisme et de l'antisémitisme, les délégués ont étudié avec sérieux et confiance, les moyens de remporter de nouvelles victoires sur les Xavier Vallat et les Boutémy, d'imposer silence aux propagandes de haine — d'empêcher, en un mot, la revanche de Pétain et d'Hitler.

Mais de même que la salle était dominée par les immenses portraits d'Ethel et Julius Rosenberg, de même la menace pesant sur les deux innocents opprimait tous les cœurs, hantait tous les esprits.

A quatre jours de la date fixée pour leur exécution, la bataille à mener pour les sauver ne pouvait pas ne pas être au centre des débats. Pas un orateur qui n'ait appelé à redoubler d'efforts dans cette bataille. Pas un délégué qui ne se soit juré de s'y consacrer tout entier.

Avec quelle émotion la salle attentive écouta les messages lancés d'outre-Atlantique par la mère de Julius, par Joseph Brainin et Howard Fast !

Avec quelle chaleur fut approuvée la résolution finale, appelant à faire du 17 juin une grande journée d'action en faveur des Rosenberg !

En cette période où le peuple français s'unit puissamment pour défendre la justice, la 5e Journée Nationale, ardente manifestation d'union et de combat, restera comme un précieux jalon sur la route qui mène au triomphe de la dignité humaine et de la paix.

Albert LEVY.

Réunion du Comité d'Action

Le Comité d'Action élu à la 5e Journée Nationale contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, se réunira le lundi 29 juin à 20 h. 30, à l'Hôtel Moderne, place de la République.

Se sont notamment associés à la Journée Nationale

MM.

Claude AVELINE *Ecrivain*
Albert BEGUIN *Directeur de la revue « Esprit »*
Le pasteur BOSC
René-Jean CLOT *Ecrivain*
André DENIS *Député (M.R.P.)*
Maurice DRUON *Prix Goncourt*
Georges DUHAMEL *de l'Académie Française*
Justin GODART *Ancien Ministre*
Jacques HADAMARD *Membre de l'Institut*
Antoine LACASSAGNE *Membre de l'Institut*
Bernard LAVERGNE *Professeur à la Faculté de Droit*
Jacques MADAULE *Historien*
L'Amiral MOULLEC *Conseiller de l'Union Française*
L'Amiral MUSELIER *Ancien Chef des Forces Navales Libres*
Marcel PRENANT *Professeur à la Sorbonne*
Jean PRONTEAU *Député (P.C.F.)*
Le pasteur ROSER
Armand SALACROU *de l'Académie Goncourt*
Théodore VALENSI *Avocat à la Cour*
Le Dr WEILL-HALLE *de l'Académie de Médecine*

Le rapport de **Charles PALANT,** Secrétaire Général du M. R. A. P.

L'UNION condition des succès d'hier gage des victoires de demain

EN prenant l'initiative d'organiser cette Journée Nationale, commence Charles Palant, secrétaire général du M.R.A.P., notre Mouvement a pleinement conscience de la responsabilité que lui confèrent la confiance et le soutien actif des millions de Françaises et de Français qui approuvent et partagent nos efforts pour faire échec au racisme et à l'antisémitisme à nouveau menaçants.

L'espérance et la paix

Soulignant que la Journée Nationale se déroule sous le signe de la grande espérance de paix qui envahit le cœur de tous les hommes, à l'annonce des propositions renouvelées en vue de parvenir à une détente internationale, il poursuit :

Nous partageons cette espérance pour la double raison que nous avons su prendre rang, résolument parmi les animateurs de la défense de la paix et que nous savons clairement et sans contesta possible qu'à mesure que l'on se rapprochera de la paix, l'utilisation des propagandes de haines qui tendent à dresser les peuples les uns contre les autres et dans la nation des citoyens contre d'autres citoyens, sera plus vaine...

Et il rend hommage à Yves Farge, qui avait voué sa vie à la défense de la paix et qui, parmi les premiers, avait donné sa chaleureuse adhésion à notre Mouvement.

L'action populaire est efficace

Depuis la dernière Journée Nationale, rappelle Charles Palant, la lutte contre la presse antisémite a été marquée notamment par l'inculpation de Maurras en juillet 1952 pour ses écrits infâmes :

Les 2.000 délégués à notre 4e Journée Nationale, les dizaines d'éminentes personnalités qui avaient souscrit à notre campagne, nos milliers de brochures et d'affiches ont été autant d'éléments essentiels sans lesquels aucune démarche discrète, si pressante soit-elle, n'aurait abouti.

Sans action de masse, sans le concours de larges couches populaires, il n'y a rien à espérer de la seule justice aux destinées de laquelle préside M. Martinaud-Déplat, assisté de son Périer de Féral qui fut, durant toute l'occupation, secrétaire général de la Préfecture à Paris.

De plus, M. Pinay était alors président du Conseil et Maurras écrivait : **Vous êtes là, Monsieur Pinay, il nous est impossible de désespérer.**

Le rôle de l'antisémitisme

Rappelant la propagande antisémite qui se développe aujourd'hui jusqu'au Parlement dans les milieux proches de M. Pinay, notre secrétaire général montre que **cet antisémitisme vise à détourner la colère du peuple sur tous les Juifs pour mieux pouvoir continuer une politique dont le pays ne veut pas.**

En réalité, constate Charles Palant, **c'est la chaîne des complicités qui lient les rescapés de Vichy, de la trahison, de la collaboration et certains gouvernants en place qui permet seule d'expliquer la renaissance du danger antisémite et raciste.**

Rendez les enfants Finaly !

Abordant l'affaire Finaly, le rapporteur déclare notamment :

Les pouvoirs publics se font les complices de ceux qui veulent dénaturer la merveilleuse solidarité qui unissait tous les Français dans le combat commun contre les persécutions nazies et qui a permis de sauver de nombreux enfants innocents.

Rendez au plus vite les enfants Finaly à leur famille, s'écrie-t-il : **justice et humanité y trouveront leur compte et les campagnes de haine s'arrêteront !**

Lutter contre le racisme c'est défendre la République

Charles Palant souligne ensuite les dangers que représentent le racisme et l'antisémitisme :

Nous avons conscience, déclare-t-il, **qu'en levant le drapeau de la lutte contre l'antisémitisme, nous luttons pour la défense de la République elle-même.**

Si le peuple de France lâchait prise un seul instant dans le combat contre le racisme et l'antisémitisme, il sait qu'aucune des libertés si chèrement acquises, si âprement défendues, ne survivrait à la volonté du fascisme.

Déjà, dénoncées comme antinationales la préparation à la guerre, la poursuite désespérée de sanglantes aventures coloniales, valent à certains patriotes la prison.

Si l'amnistie, actuellement en discussion devant le Parlement, était votée, quiconque simplement rappellerait les crimes de trahison aussi notoires que ceux qui ont été sanctionnés par des tribunaux, pourrait à son tour, connaître la prison.

Rien ne serait plus dangereux que de sous-estimer le rôle de ceux qui développent leur campagne de haine.

Et le rapporteur rappelle comment le peuple de Paris, alerté par le MRAP, a imposé silence à Xavier Vallat qui voulait, en janvier dernier, tenir un meeting salle Pleyel.

(Suite en page 5)

Charles Palant à la tribune de la Mutualité

Le pasteur BOSC : Vous serez nombreux à la Conférence Nationale pour la négociation et la paix

(Paris 27-28 juin)

INTERVENANT à la fois comme chrétien et comme représentant du Mouvement de la Paix, M. le pasteur BOSC souligne que la lutte contre le racisme est inséparable de la lutte pour la paix.

Il évoque le souvenir d'Yves Farge, *dont le cœur et le caractère si humains ne pouvaient pas ne pas le conduire à travailler non seulement pour écarter tous les risques de guerre, mais pour toutes les causes où des vies d'hommes sont en jeu.*

Examinant différents aspects de l'action menée par le Mouvement de la Paix, il montre, en particulier, que *lutter contre le réarmement de l'Allemagne, c'est lutter en même temps contre ce danger redoutable qu'est la renaissance de l'hitlérisme, avec tout ce que cela représente d'horreurs.*

En luttant contre les guerres d'Extrême-Orient, dit-il encore, *nous, hommes de l'Occident, est-ce que nous ne savons pas que nous luttons aussi contre ce mépris avec lequel on a voulu si souvent attiser les haines en Asie, ce mépris des peuples jaunes ?*

Chaque fois, poursuit-il, *que nous voyons naître l'espoir d'une détente internationale, chaque fois qu'au lieu de menaces, au lieu d'armes accumulées, nous voyons se profiler l'espoir d'une conférence qui pourra rassembler des hommes désireux de trouver une solution pour un monde pacifique par la négociation, nous savons que, par là même, s'ouvre un chemin pour l'humanité, que par là même il y a un avenir pour tous les hommes, quelle que soit la couleur de leur peau, quel que soit le peuple auquel ils appartiennent.*

Le pasteur Bosc appelle enfin les combattants antiracistes à être très nombreux à la *Grande Conférence pour la négociation et la paix* qui aura lieu à Paris les 27 et 28 juin.

Cette conférence, souligne-t-il, *ne sera pas celle du Mouvement de la Paix, mais elle sera largement ouverte à tous.* Et il conclut :

J'ose vous dire, très sincèrement, à cause de votre présence à la Mutualité, que votre présence sera précieuse aussi pour nous les 27 et 28 juin à Pleyel.

Il y va de l'avenir de notre peuple, de tous les peuples. C'est votre combat comme c'est le nôtre.

Une vue de la Mutualité pendant la 5e Journée Nationale

RETOUR des enfants FINALY

A l'heure où nous mettons sous presse, les agences annoncent le retour en France de Robert et Gérald Finaly.

C'est là une importante victoire de l'action menée en France par tous les gens de cœur.

Il faut maintenant que les deux enfants soient rendus à leur famille, conformément aux exigences de la justice et de l'humanité.

Jean PRONTEAU : Tous ensemble, nous pouvons faire triompher la justice et la paix

EN apportant à la Journée Nationale le salut du Comité Central du Parti Communiste Français, M. Jean Pronteau, député, se réjouit tout d'abord du caractère de large union que revêt cette manifestation.

Après avoir souligné que *lutter contre l'antisémitisme et le racisme, qui préparent au déchaînement des guerres, c'est, à coup sûr, lutter aussi pour la paix dans le monde et la sauvegarde de la démocratie,* il s'écrie :

Vous pouvez compter, en toutes circonstances, sur le parti du prolétariat et des forces vives du progrès.

Et il dénonce les campagnes de calomnies, d'ailleurs balayées par les événements, qui visaient à accuser d'antisémitisme ceux-là mêmes qui ont toujours *compris, montré et combattu avec le plus de prévision et d'efficacité le crime d'antisémitisme.*

Evoquant la situation internationale, il oppose aux initiatives pacifiques de l'URSS, *l'affolement des tenants de la guerre d'Indochine, du réarmement pour la guerre des revanchards allemands, des tenants du retour au vichysme.*

L'antisémitisme de Xavier Vallat, déclare-t-il, *ne pouvait faire obstacle à sa libération par M. René Mayer. Mais le pacifisme de l'enfant du peuple Henri Martin est impardonnable pour la classe dirigeante...*

M. Pronteau s'élève ensuite contre les brimades et les discriminations qui frappent les travailleurs nord-africains et les étudiants d'outre-mer.

Puis il insiste longuement sur la gravité de l'affaire Rosenberg, rendant hommage au MRAP qui a pris l'initiative d'organiser, en France, la campagne en faveur des deux innocents.

Il conclut en montrant la nécessité de l'union de tous les Français pour la défense de la justice, contre toutes les formes du racisme et de l'antisémitisme, et pour la paix.

Justin GODART : Le racisme et l'antisémitisme doivent être bannis pour l'honneur de l'humanité

POUR moi, déclare M. Justin GODART, *le racisme et l'antisémitisme n'ont qu'un aspect : c'est une forme hypocrite d'exploitation et de brigandage.*

En effet, lorsqu'on est allé coloniser les peuples, leur apporter notre civilisation, la première chose a été de les réduire en esclavage, sous prétexte qu'ils étaient inférieurs, et d'utiliser leur main-d'œuvre, avec quelle brutalité !

Et lorsque les manifestations antisémites ont apparu, elles l'ont fait sous quelle forme ? Sous la forme de la spoliation, de la violence, de la brutalité et de l'assassinat.

Le racisme et l'antisémitisme doivent être bannis pour l'honneur de l'humanité. C'est pourquoi nous devons continuer la lutte afin d'aboutir à la grande fraternité humaine qui imposera enfin le règne radieux de la paix.

René-Jean CLOT : Le racisme ennemi de la raison et de la culture

M. René-Jean Clot s'inspirant d'une pensée de Leibnitz, définit ainsi les racistes : *Des hommes qui, parlant contre la raison, parlent vraiment pour de bon et prétendent même nous imposer leur loi.* Les racistes sont par ailleurs totalement dépourvus d'imagination. Or, précise l'écrivain, *cette absence d'imagination crée dès le départ l'aveuglement total. De l'aveuglement à la destruction, le chemin est court.*

L'orateur pose ensuite le problème du racisme et de la culture pour condamner les livres qui *offensent une partie de la conscience pour la seule raison que l'écrivain a pris parfois le parti des maîtres contre les faibles.* Par contre, le peuple, lui, conserve dans son cœur les grandes idées. Et, conclut M. René-Jean Clot : *c'est auprès du peuple que notre esprit puisera du courage contre les lâchetés de bien des maîtres à penser.*

L'amiral MOULLEC : Notre responsabilité à tous est engagée...

L'AMIRAL MOULLEC, conseiller de l'Union française, préside la séance de clôture. Dans une brève allocution, il montre, par des exemples vécus que les préjugés anciens et racistes empoisonnent encore de nombreux esprits.

Cela prouve, souligne-t-il, *que notre responsabilité à tous est engagée dans la lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Nous devons toujours et sans relâche combattre.*

Evoquant le cas d'Henri Martin, l'amiral Moullec rappelle la noble parole prononcée par celui-ci : *Lorsqu'on aime la liberté, on ne doit pas seulement l'aimer pour soi-même, on doit l'aimer pour tous les peuples.*

Et il précise : *Pour tous les peuples, qu'ils soient de race jaune, blanche ou noire.*

DERNIÈRE MINUTE

Deux noirs innocents exécutés aux U.S.A.

Deux Noirs innocents, Raleigh Speller, 51 ans, et Clyde Brown, 22 ans, ont été exécutés, fin mai, dans la chambre à gaz de Raleigh, capitale de la Caroline du Nord (Etats-Unis).

La nouvelle vient d'être connue en France.

Les deux victimes avaient été accusés du traditionnel « viol d'une blanche ». Des milliers de personnes ont manifesté contre leur exécution.

C'est avec horreur et indignation que tous les gens de cœur apprendront ce nouveau lynchage légal.